

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 150
N° 13

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 29
no Mati 2001

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° 124 MAC du 12 mars 2001 portant attribution aux communes de la Polynésie française la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) servie au titre de l'exercice 2001 par l'Etat, ministère de l'Intérieur .	755
Arrêté n° 126 D du 12 mars 2001 portant composition des commissions administratives paritaires locales compétentes à l'égard des fonctionnaires des douanes appartenant aux corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française .	757
Arrêté n° 127 SATP du 13 mars 2001 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française .	757
Arrêté n° 141 DRCL du 15 mars 2001 portant création de la commission de propagande pour l'élection des conseillers à l'assemblée de la Polynésie française du 6 mai 2001 .	758
Arrêté n° 142 DRCL du 15 mars 2001 portant création de la commission de tarification des documents électoraux à l'occasion de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française du 6 mai 2001 .	759
Arrêté n° 143 DRCL du 15 mars 2001 instituant une commission de recensement général des votes pour l'élection des conseillers à l'assemblée de la Polynésie française du 6 mai 2001 .	759
Arrêté n° 145 DRCL du 15 mars 2001 portant création d'une commission consultative chargée de rendre un avis sur l'attribution des couleurs des documents de propagande à l'occasion de l'élection des conseillers à l'assemblée de la Polynésie française du 6 mai 2001 .	760
Arrêté n° 147 MAC du 16 mars 2001 portant répartition des annuités d'emprunts versées par le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) aux communes de Polynésie française au titre de l'exercice 2001 .	760
Arrêté n° 148 MAC du 16 mars 2001 portant attribution aux communes de Polynésie française d'acomptes provisionnels sur les dotations non affectées de fonctionnement et d'investissement (D.N.A.F. et D.N.A.I.) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois d'avril, mai et juin 2001 .	761
Arrêté n° 155 DRCL du 19 mars 2001 portant création des commissions de contrôle des opérations de vote dans les communes de Papeete et Faa'a, à l'occasion des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française du 6 mai 2001 .	763

EXTRAITS

Arrêtés n° 130 à n° 133 MAC du 13 mars 2001 accordant des aides financières, au titre des travaux divers d'intérêt local, aux communes de : - Mahina pour la première phase de la rénovation de la station d'épuration de Fareroi ; - Gambier pour le traitement de l'eau par chloration dans le village de Rikitea ; - Nuku Hiva pour la rénovation de la mairie de Taiohae ; - Hiva Oa, îles Marquises, pour le bétonnage des voiries communales **763**

Décision n° 140 SATP du 14 mars 2001 modifiant la décision n° 108 SATP du 1er mars 2001 constatant l'arrivée à Papeete de M. Alain Scoarnec, lieutenant de police, matricule 690.707, muté au service des renseignements généraux à Papeete, à compter du 23 février 2001 **764**

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Arrêté n° 362 CM du 20 mars 2001 autorisant l'occupation temporaire de locaux situés au point d'accueil croisières de Papeete, sur la parcelle domaniale dite "Amédet-Thirel" cadastrée section AK n° 132, au profit de la société anonyme "R. Finacial" **765**

Arrêté n° 363 CM du 20 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 743 ER du 5 octobre 1978 relatif à l'inspection sanitaire des denrées animales originaires du territoire **765**

Arrêté n° 364 CM du 20 mars 2001 transférant la garantie à 30 % de la Polynésie française pour le remboursement des emprunts contractés auprès de l'Agence française de développement par la S.N.C. Papenoo et repris au passif de la S.A. Coder Marama Nui **773**

Arrêté n° 373 CM du 21 mars 2001 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 1057 CM du 21 octobre 1994 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Office des postes et télécommunications" **773**

Erratum à l'arrêté n° 222 CM du 26 février 2001 portant nomination de M. Lucien Yau en qualité d'agent comptable du port autonome de Papeete (paru au J.O.P.F. n° 9 du 1er mars 2001, page 524) **774**

EXTRAITS

Arrêté n° 361 CM du 20 mars 2001 portant renouvellement d'une concession temporaire d'un emplacement du domaine public maritime destiné à l'implantation d'un ponton sur pilotis, sis à Arue, au profit de Mme Mildred Cowan **774**

Arrêté n° 365 CM du 20 mars 2001 portant répartition n° 2-2001 des crédits de paiement de l'exercice 2001 du compte d'aide aux victimes des calamités (C.A.V.C.) **774**

Arrêté n° 366 CM du 20 mars 2001 approuvant l'avenant n° 2 à la convention entre le syndicat des sages-femmes de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale **775**

Arrêté n° 368 CM du 21 mars 2001 portant abrogation de l'arrêté n° 229 CM du 27 février 1997 portant autorisation d'occupation du domaine public de Avatoru à Rangiroa en vue de l'exploitation et de l'animation de l'abri-relais nautique au profit de Mme Tearo Cadousteau **775**

Arrêté n° 369 CM du 21 mars 2001 autorisant l'occupation du domaine public de Avatoru à Rangiroa en vue de l'exploitation et de l'animation de l'abri-relais nautique au profit de Mlle Mati Thécesa **775**

Arrêté n° 370 CM du 21 mars 2001 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 2000-45 OPT portant adoption du compte financier de l'Office des postes et télécommunications pour l'exercice 1999 adoptée le 18 septembre 2000 par le conseil d'administration de cet établissement public **775**

Arrêtés n° 371 et n° 372 CM du 21 mars 2001 rendant exécutoires les délibérations n° 5-2001, n° 6-2001 et n° 1-2001 MTI du conseil d'administration du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha **775**

Arrêté n° 374 CM du 21 mars 2001 approuvant et rendant exécutoire les délibérations n° 2001-1, n° 2001-4, n° 2001-5, n° 2001-11 et n° 2001-21 OPT adoptées par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications lors de sa séance du 19 février 2001 **776**

Arrêtés n° 377 et n° 378 CM du 22 mars 2001 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 3-2000 et n° 2-2000 du 30 mai 2000 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement et adoptant le compte financier de l'exercice 1999 du collège de Taaone **778**

Arrêtés n° 380 et n° 381 CM du 22 mars 2001 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 2-2000 et n° 1-2000 du 27 avril 2000 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement et adoptant le compte financier de l'exercice 1999 du collège de Paea	778
Arrêtés n° 383 et n° 384 CM du 22 mars 2001 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 16-99 et n° 15-99 du 12 avril 1999 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement et adoptant le compte financier de l'exercice 1998 du collège du lycée Paul-Gauguin	778
Arrêtés n° 385 et n° 386 CM du 22 mars 2001 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 3-99 et n° 2-99 du 28 avril 1999 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement et adoptant le compte financier de l'exercice 1998 du collège de Huahine	778

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 455 PR du 21 mars 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine.	778
Rectificatif à l'arrêté n° 332 PR du 22 février 2001 constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et associations représentés au Conseil économique, social et culturel de Polynésie française (paru au J.O.P.F. n° 9 du 1er mars 2001, page 553)	778

Ministère des finances et des réformes administratives

EXTRAITS

Arrêté n° 937 MFR du 20 mars 2001 démettant M. Tupea Mollon de ses fonctions de sous-régisseur de la régie de recettes du service du développement rural (vente de plants) à Papara	778
Arrêté n° 1000 MFR/PEL du 22 mars 2001 nommant les membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 6 sages-femmes de catégorie A, relevant de la fonction publique de la Polynésie française.	779
Arrêté n° 1015 MFR du 23 mars 2001 portant autorisation d'organiser une tombola au profit de l'association Taatiraa Huma Tahiti Iti	779

Ministère de l'équipement et des autres circonscriptions portuaires

EXTRAITS

Arrêté n° 936 MEQ du 20 mars 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les parcelles de terre nécessaires à la construction de l'aérodrome de Kaeahi.	779
Arrêté n° 970 MEQ du 21 mars 2001 ordonnant la déconsignation des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références H435 (plan 7), H433 (plan 8) et H431 (plan 9) nécessaires à l'aménagement de la route de la vallée de Hamuta dans la commune de Pirae	779
Arrêté n° 999 MEQ du 22 mars 2001 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations au titre d'indemnité d'expropriation des parcelles de terre nécessaires aux travaux d'aménagement de la route d'accès aux abattoirs territoriaux dans la commune de Papara.	779

Ministère de la santé et de la recherche

EXTRAITS

Arrêté n° 983 MSR du 22 mars 2001 désignant M. Resche Sylvain en qualité de chef de la circonscription médicale des Marquises Sud par intérim en l'absence de M. Alain Giudice.	779
--	-----

Ministère de la pêche

Arrêté n° 986 MPE du 22 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 88 MMA du 10 janvier 2001 portant délégation de signature au profit de Mlle Caroline Chung, chef du service de la navigation et des affaires maritimes.	779
Arrêté n° 987 MPE du 22 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 445 MMA du 1er février 2000 portant délégation de signature du ministre de la mer et de la pêche au profit de M. Guy Besnard, chef du service des ressources marines	780

Arrêté n° 1014 MPE du 23 mars 2001 portant délégation de signature du ministre de la pêche	780
--	-----

Ministère de l'environnement

Arrêté n° 948 MEN du 20 mars 2001 autorisant la société Total Polynésie à installer et exploiter une station-service et marine (établissement de 1re classe des installations classées, commune de Uturoa). (Extraits)	781
--	-----

Ministère des transports

EXTRAITS

Arrêté n° 939 MTR du 20 mars 2001 portant modification de l'arrêté n° 591 MTR du 19 février 2001 portant attribution de quatre licences de transport touristique sur l'île de Nuku Hiva à la société hôtelière "Keikahanui Nuku Hiva Pearl Cottages"	785
--	-----

Arrêté n° 1002 MTR du 22 mars 2001 portant attribution d'une licence de transport touristique sur l'île de Nuku Hiva à M. Huveke Marcel	785
---	-----

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Arrêté n° 14-2001 APF/SG du 23 mars 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française	785
---	-----

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Recommandation n° 01-1 du 13 mars 2001 du Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'ensemble des services de radio et de télévision en Polynésie française, en vue des élections du 6 mai 2001 pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française	786
---	-----

EXTRAITS

Arrêté ministériel du 15 février 2001 fixant le nombre de promotions à réaliser en 2000 pour les gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. (J.O.R.F. du 8 mars 2001, page 3710)	787
---	-----

Décisions du 6 février 2001 portant retrait d'agrément d'association de financement d'un parti ou d'une organisation politique. (J.O.R.F. du 6 mars 2001, page 3516)	787
--	-----

Conventions de financement n° 24-01 à n° 26-01 du 13 mars 2001 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat et le Fonds intercommunal de péréquation apportent leur soutien financier aux communes de : - Mahina pour l'opération "Acquisition d'un lot habillement pour les sapeurs-pompiers" ; - Punaauia pour l'opération "Acquisition d'un véhicule de secours routiers" ; - Hitiaa O Te Ra pour l'opération "Acquisitions de matériels de désincarcération".	787
--	-----

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Service de l'urbanisme.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de février 2001	788
---	-----

Inspection du travail.— Avis et avenant du 30 novembre 2000 à la convention collective du travail du secteur du nettoyage (accord de salaires pour l'année 2001)	792
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	794
---------------------------------------	-----

Annonces diverses	796
-------------------------	-----



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 124 MAC du 12 mars 2001 portant attribution aux communes de la Polynésie française la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) servie au titre de l'exercice 2001 par l'Etat, ministère de l'Intérieur.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts ;

Vu le décret n° 94-704 du 17 août 1994 fixant les modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement entre les communes des départements d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, entre les circonscriptions territoriales des îles Wallis-et-Futuna et entre les communes des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu mon arrêté n° 48 MAC du 30 janvier 2001 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes sur la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement 2001 (D.G.F.) servie par l'Etat, ministère de l'Intérieur, pour les mois de janvier, février et mars 2001 ;

Vu la circulaire du ministère de l'Intérieur NOR/INT/B/01/00069/C du 21 février 2001 ;

Vu les imputations budgétaires à effectuer dans les écritures de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française :

- compte 475-71611 : fonds des collectivités locales, D.G.F., opération de l'année courante, année 2001 ;
- compte 475-7162 : fonds des collectivités locales, D.G.F., régularisation des années antérieures,

Arrête :

Article 1er.— La part forfaitaire de la D.G.F. attribuée par l'Etat (ministère de l'Intérieur) aux communes de Polynésie française pour l'exercice 2001 s'élève à 4.983.312.746 F CFP.

Elle est répartie entre les communes conformément au tableau joint au présent arrêté.

Art. 2.— Compte tenu des acomptes provisionnels dont ont déjà bénéficié les communes pour les mois de janvier à mars 2001, le solde de la part forfaitaire de la D.G.F. restant à leur verser pour les mois d'avril à décembre 2001 est détaillé dans le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 3.— Les dotations versées aux communes au titre de la part forfaitaire de la D.G.F. 2001 seront imputées en recettes des budgets communaux au compte n° 740.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général de la Polynésie française, les maires et les trésoriers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 mars 2001.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

Dotation globale de fonctionnement 2001 - Répartition de la part forfaitaire (en F CFP)

Communes	D.G.F. forfaitaire 2001		Total des acomptes (jan/fév/mars 2001)	Reste à verser en 2001		
	en FF	en F CFP		Avril à Novembre	Décembre	Total
Raivavae	2.023.225	36.806.523	9.043.698	3.084.758	3.084.761	27.762.825
Rapa	1.584.153	28.818.922	7.081.071	2.415.316	2.415.323	21.737.851
Rimatara	1.770.851	32.215.333	7.915.602	2.699.970	2.699.971	24.299.731
Rurutu	2.875.841	52.317.319	12.854.841	4.384.719	4.384.726	39.462.478
Tubuai	3.290.405	59.859.070	14.707.914	5.016.795	5.016.796	45.151.156
<i>Iles Australes</i>	<i>11.544.475</i>	<i>210.017.167</i>	<i>51.603.126</i>	<i>17.601.558</i>	<i>17.601.577</i>	<i>158.414.041</i>
Arue	9.346.816	170.037.341	41.779.716	14.250.847	14.250.849	128.257.625
Faaa	25.989.748	472.805.673	116.172.636	39.625.893	39.625.893	356.633.037
Hitiata O Te Ra	8.600.184	156.454.606	38.442.312	13.112.477	13.112.478	118.012.294
Mahina	11.329.631	206.108.725	50.642.781	17.273.993	17.274.000	155.465.944
Moorea-Maiao	11.802.716	214.715.090	52.757.442	17.995.294	17.995.296	161.957.648
Paea	10.610.654	193.029.090	47.428.995	16.177.788	16.177.791	145.600.095
Papara	8.433.741	153.426.674	37.698.324	12.858.705	12.858.710	115.728.350
Papeete	27.779.683	505.368.183	124.173.540	42.354.960	42.354.963	381.194.643
Pirae	14.361.808	261.270.109	64.196.430	21.897.075	21.897.079	197.073.679
Punaauia	18.274.345	332.447.009	81.685.239	27.862.418	27.862.426	250.761.770
Taiarapu-Est	9.906.291	180.215.314	44.280.531	15.103.864	15.103.871	135.934.783
Taiarapu-Ouest	6.508.481	118.402.331	29.092.524	9.923.311	9.923.319	89.309.807
Teva I Uta	7.606.193	138.371.915	33.999.228	11.596.965	11.596.967	104.372.687
<i>Iles du Vent</i>	<i>170.550.291</i>	<i>3.102.652.060</i>	<i>762.349.698</i>	<i>260.033.590</i>	<i>260.033.642</i>	<i>2.340.302.362</i>
Bora Bora	6.496.871	118.191.122	29.040.627	9.905.610	9.905.615	89.150.495
Huahine	6.340.955	115.354.697	28.343.697	9.667.888	9.667.896	87.011.000
Maupiti	2.317.918	42.167.580	10.360.956	3.534.069	3.534.072	31.806.624
Tahaa	5.610.160	102.060.069	25.077.087	8.553.664	8.553.670	76.982.982
Taputapuata	5.297.830	96.378.160	23.680.986	8.077.463	8.077.470	72.697.174
Tumaraa	4.847.140	88.179.204	21.666.429	7.390.308	7.390.311	66.512.775
Uturoa	5.362.320	97.551.362	23.969.253	8.175.789	8.175.797	73.582.109
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	<i>36.273.194</i>	<i>659.882.194</i>	<i>162.139.035</i>	<i>55.304.791</i>	<i>55.304.831</i>	<i>497.743.159</i>
Fatu Hiva	2.025.414	36.846.345	9.053.481	3.088.096	3.088.096	27.792.864
Hiva Oa	5.034.823	91.593.534	22.505.358	7.676.464	7.676.464	69.088.176
Nuku Hiva	4.808.031	87.467.733	21.491.613	7.330.680	7.330.680	65.976.120
Tahuata	1.785.084	32.474.260	7.979.223	2.721.670	2.721.677	24.495.037
Ua Huka	1.901.691	34.595.576	8.500.446	2.899.458	2.899.466	26.095.130
Ua Pou	3.809.730	69.306.634	17.029.269	5.808.596	5.808.597	52.277.365
<i>Iles Marquises</i>	<i>19.364.773</i>	<i>352.284.082</i>	<i>86.559.390</i>	<i>29.524.964</i>	<i>29.524.980</i>	<i>265.724.692</i>
Anaa	1.755.151	31.929.719	7.845.420	2.676.033	2.676.035	24.084.299
Arutua	2.395.481	43.578.607	10.707.657	3.652.327	3.652.334	32.870.950
Fakarava	3.205.380	58.312.295	14.327.862	4.887.159	4.887.161	43.984.433
Fangatau	1.338.130	24.343.270	5.981.364	2.040.211	2.040.218	18.361.906
Gambier	2.198.136	39.988.505	9.825.534	3.351.441	3.351.443	30.162.971
Hao	2.861.658	52.059.302	12.791.442	4.363.095	4.363.100	39.267.860
Hikueru	1.324.123	24.088.455	5.918.751	2.018.856	2.018.856	18.169.704
Makemo	2.577.217	46.884.749	11.520.006	3.929.415	3.929.423	35.364.743
Manihi	2.268.584	41.270.096	10.140.438	3.458.850	3.458.858	31.129.658
Napuka	1.393.632	25.352.963	6.229.452	2.124.834	2.124.839	19.123.511
Nukutavake	1.359.019	24.723.283	6.074.733	2.072.061	2.072.062	18.648.550
Puka Puka	1.180.547	21.476.519	5.276.979	1.799.948	1.799.956	16.199.540
Rangiroa	4.742.098	86.268.279	21.196.899	7.230.153	7.230.156	65.071.380
Reao	1.508.092	27.435.220	6.741.084	2.299.348	2.299.352	20.694.136
Takaroa	2.212.835	40.255.909	9.891.240	3.373.852	3.373.853	30.364.669
Tatakoto	1.278.515	23.258.754	5.714.886	1.949.318	1.949.324	17.543.868
Tureia	2.597.367	47.251.318	11.610.075	3.960.138	3.960.139	35.641.243
<i>Tuamotu-Gambier</i>	<i>36.195.965</i>	<i>658.477.243</i>	<i>161.793.822</i>	<i>55.187.039</i>	<i>55.187.109</i>	<i>496.683.421</i>
Total général	273.928.698	4.983.312.746	1.224.445.071	417.651.942	417.652.139	3.758.867.675

ARRETE n° 126 D du 12 mars 2001 portant composition des commissions administratives paritaires locales compétentes à l'égard des fonctionnaires des douanes appartenant aux corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires locales ;

Vu l'arrêté n° 525 D du 25 octobre 2000 instituant des commissions administratives paritaires locales compétentes à l'égard des fonctionnaires des douanes appartenant aux corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 531 D du 30 octobre 2000 fixant la date des élections aux commissions administratives paritaires locales ;

Vu les procès-verbaux de dépouillement du scrutin du 5 décembre 2000,

Arrête :

Article 1er.— Les commissions administratives paritaires locales compétentes à l'égard des fonctionnaires des douanes appartenant aux corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française créées par l'arrêté n° 525 D du 25 octobre 2000 sont composées comme suit :

Commission administrative paritaire compétente
à l'égard des contrôleurs principaux,
contrôleurs de 1re classe et contrôleurs de 2e classe

Représentants de l'administration		Représentants du personnel	
Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
Le directeur régional	Un inspecteur	Teina Bernard	Brothers André
L'adjoint au D.R.	Un inspecteur	Vernaudeau Lorick	Parayre Patrick
L'adjoint de contrôle	Un inspecteur	Sommers Edgard	Vivish Vaea
Le chef des bureaux	Un inspecteur	Dauphin Léopold	Teauna Loretta

Commission administrative paritaire compétente
à l'égard des agents de constatation de 1re classe,
agents de constatation de 2e classe,
agents de constatation et préposés

Représentants de l'administration		Représentants du personnel	
Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants
Le directeur régional	Un inspecteur	Maono Vincent	Agnieray Georges
L'adjoint au D.R.	Un inspecteur	Fong Félix	Gibson Guy
L'adjoint de contrôle	Un inspecteur	Mollimard Lolita	Gourdier Gilles
Le chef des bureaux	Un inspecteur	Levionnois Roger	Kalany Marc

Art. 2.— La durée du mandat des membres des commissions susvisées est fixée à 3 ans à compter du 1er mars 2001.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française et le directeur régional des douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 mars 2001.
Pour le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

ARRETE n° 127 SATP du 13 mars 2001 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu les lois n° 96-312 et n° 96-313 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires, modifié par le décret n° 84-955 du 25 octobre 1984, par le décret n° 95-184 du 22 février 1995, par le décret n° 96-247 du 20 février 1996 et par le décret n° 97-40 du 20 janvier 1997 ;

Vu le décret n° 97-640 du 31 mai 1997 modifiant le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 97-642 du 31 mai 1997 modifiant le décret n° 95-657 du 9 mai 1995 portant statut particulier du corps de maîtrise et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 342 SATP du 3 mai 1996 du haut-commissaire de la République en Polynésie française portant création auprès du secrétaire général de la Polynésie française d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 DAPN/RH/CR du 28 mai 1997 portant nomination de M. André Trouvé, commissaire divisionnaire, directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 176 DAPN/RH/CR du 8 juin 2000 portant nomination de M. Thierry Martin, commissaire de police, en qualité de chef du service des renseignements généraux ;

Vu l'arrêté n° 947 DAPN/RH/PATS du 21 juillet 2000 portant nomination de M. David Trouchaud, attaché de police, en qualité de chef du service administratif et technique de la police à Papeete ;

Vu l'arrêté n° 274 DAPN/RH/CR du 3 août 2000 portant nomination de M. Pierre Bourlois, commissaire principal, en qualité de directeur territorial de la police aux frontières ;

Vu l'arrêté n° 447 SATP du 20 septembre 2000 modifiant l'arrêté n° 270 SATP du 22 mai 1998 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 2000 portant nomination de M. Christian Jouve, directeur de cabinet de M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le procès-verbal n° 348 SATP du 28 février 2001 relatif aux résultats du scrutin du 28 février 2001,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions prévues dans l'arrêté n° 270 SATP du 22 mai 1998 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de police du C.E.A.P.F. sont abrogées.

Art. 2.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de maîtrise et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est composée :

Représentants de l'administration

Titulaires :

- M. le secrétaire général de la Polynésie française ;
- M. le directeur de la sécurité publique en Polynésie française ;
- M. le directeur des renseignements généraux en Polynésie française ;
- M. le directeur territorial de la police aux frontières en Polynésie française.

Suppléants :

- le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- le chef du service administratif et technique de la police à Papeete ;
- l'adjoint au directeur de la sécurité publique de Papeete ;
- l'adjoint au directeur de la D.T.P.A.F. en Polynésie française.

Représentants du personnel

A - Grade de brigadier :

Titulaires :

- Yvan Ah Yun (S.N.P.T.) - D.S.P. Papeete ;
- Tihoni Tefaatau (S.N.P.T.) - D.S.P. Papeete.

Suppléants :

- Yvon Taero (S.N.P.T.) - D.S.P. Papeete ;
- Philippi Vahine (S.N.P.T.) - S.A.T.P. Papeete.

B - Grade de gardien de la paix

Titulaires :

- Gérald Toofa (S.N.P.T.) - D.T.P.A.F. Polynésie ;
- Antoine Ganivet (S.G.P.) - D.T.P.A.F. Polynésie.

Suppléants :

- Réginal Smith (S.N.P.T.) - D.S.P. Papeete ;
- Danielou Teaniniuraitemoana (S.G.P.) - D.S.P. Papeete.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République, le chef du service administratif et technique de la police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 mars 2001.

Jean ARIBAUD.

ARRETE n° 141 DRCL du 15 mars 2001 portant création de la commission de propagande pour l'élection des conseillers à l'assemblée de Polynésie française du 6 mai 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-1489 du 31 décembre 1985 ;

Vu le décret n° 2001-160 du 20 février 2001 fixant la date des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 95 DRCL du 21 février 2001 portant convocation des collèges électoraux pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre du 7 mars 2001 de M. le premier président de la cour d'appel de Papeete ;

Vu la lettre du 1er mars 2001 de M. le directeur général de l'Office des postes et télécommunications ;

Vu la lettre du 26 février 2001 de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Une commission de propagande est instituée pour l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française.

Cette commission est composée comme suit :

- M. Jean-Bernard Tourteau, juge au tribunal de première instance de Papeete, *président* ;
- M. Jean-Marie Marcon, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, *membre* ;
- M. Irwin Lagarde, représentant le trésorier-payeur général, *membre* ;
- M. Michel Piehi, représentant le directeur de l'Office des postes et télécommunications, *membre*.

Le secrétariat de la commission est assuré par Mlle Jocelyne Van Elverdinghe, chef du bureau de la réglementation et des élections.

Art. 2.— Les représentants des candidats pourront assister aux travaux de la commission à titre consultatif.

Art. 3.— Le siège de la commission est fixé au palais de justice de Papeete.

Art. 4.— Le président de la commission de propagande et le secrétaire général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié aux membres de la commission.

Fait à Papeete, le 15 mars 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

ARRETE n° 142 DRCL du 15 mars 2001 portant création de la commission de tarification des documents électoraux à l'occasion de l'élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française du 6 mai 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral et notamment les articles L 415 et R 39 ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-1489 du 31 décembre 1985 pris pour l'application de la loi précitée ;

Vu le décret n° 2001-160 du 20 février 2001 fixant la date des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 95 DRCL du 21 février 2001 portant convocation des collèges électoraux pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française et fixant les conditions de dépôt des candidatures,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé, à l'occasion du renouvellement à l'assemblée de la Polynésie française, une commission de tarification des documents électoraux qui est composée comme suit :

- M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française, *président* ;
- M. Irwin Lagarde, représentant le trésorier-payeur général de la Polynésie française, *membre* ;
- Mme Geneviève Pieroni, chef du service des affaires économiques, *membre* ;
- M. Gérard Feliot, représentant le syndicat de l'imprimerie, de la presse et de la communication, *membre*.

Le secrétariat de la commission est assuré par Mlle Jocelyne Van Elverdinghe, chef du bureau de la réglementation et des élections.

Art. 2.— Cette commission proposera les tarifs maxima d'impression et d'affichage pour des documents présentant les caractéristiques prévues à l'article R 39 du code électoral.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mars 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

ARRETE n° 143 DRCL du 15 mars 2001 instituant une commission de recensement général des votes pour l'élection des conseillers à l'assemblée de la Polynésie française du 6 mai 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-1489 du 31 décembre 1985 pris pour l'application de la loi précitée ;

Vu le décret n° 2001-160 du 20 février 2001 fixant la date des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 95 DRCL du 21 février 2001 portant convocation des collèges électoraux pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre du 7 mars 2001 de M. le premier président de la cour d'appel de Papeete ;

Vu la lettre du 23 février 2001 du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Il est institué une commission de recensement des votes composée de :

- Mme Catherine Teheiura, conseiller à la cour d'appel de Papeete, *présidente* ;
- M. Pierre Moyer, conseiller à la cour d'appel de Papeete, *membre* ;
- M. François Goulard De Curraize, conseiller à la cour d'appel de Papeete, *membre* ;
- M. Jean-Jacques Lequerré, conseiller à l'assemblée de la Polynésie française, *membre titulaire* ;
- Mme Hilda Chalmont, *membre suppléant*.

Le secrétariat est assuré par M. Jean-Marie Marcon, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité.

Art. 2.— La commission siège au haut-commissariat. Les représentants des listes peuvent assister à ses travaux.

Art. 3.— La commission est installée à compter du lundi 7 mai 2001 à 14 heures et procède au recensement des votes au fur et à mesure de la réception des procès-verbaux. Elle doit avoir achevé ses travaux au plus tard le vendredi 11 mai 2001 à minuit.

Art. 4.— À titre dérogatoire et exceptionnel, si les procès-verbaux ne pouvaient être réceptionnés dans les délais impartis en raison de problèmes de liaison, la commission pourra statuer au vu des télégrammes ou des télécopies de résultats adressés par les présidents des bureaux de vote.

Art. 5.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux membres de la commission et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mars 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.*

ARRETE n° 145 DRCL du 15 mars 2001 portant création d'une commission consultative chargée de rendre un avis sur l'attribution des couleurs des documents de propagande, à l'occasion de l'élection des conseillers à l'assemblée de Polynésie française du 6 mai 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 et la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 ;

Vu l'article R 34, 2e alinéa du code électoral ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-1489 du 31 décembre 1985 pris pour l'application de la loi précitée ;

Vu le décret n° 2001-160 du 20 février 2001 fixant la date des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 95 DRCL du 21 février 2001 portant convocation des collèges électoraux pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française et fixant les conditions de dépôts des candidatures,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé une commission consultative chargée, en cas de litige, de rendre un avis sur l'attribution des couleurs des documents de propagande électorale.

Art. 2.— Cette commission est composée :

- du chef du bureau de la réglementation et des élections, représentant le haut-commissaire, *président* ;
- des mandataires des listes, *membres*.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 mars 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.*

ARRETE n° 147 MAC du 16 mars 2001 portant répartition des annuités d'emprunts versées par le Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.) aux communes de Polynésie française au titre de l'exercice 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 7 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 7 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu l'arrêté n° 742 du 7 juillet 1987 portant organisation des élections des représentants des communes au sein du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 359 MAC du 24 juillet 1998 portant désignation des représentants des communes au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1999 au 31 juillet 2000 ;

Vu l'arrêté n° 324 MAC du 2 juillet 1998 portant désignation des représentants de l'assemblée au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1999 au 31 juillet 2000 ;

Vu les décisions du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation réuni le 12 décembre 2000,

Arrête :

Article 1er.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds intercommunal de péréquation pour l'exercice 2001, il est attribué aux communes de Polynésie française des dotations pour le remboursement des annuités d'emprunts pris en charge par le Fonds intercommunal de péréquation, répartis comme suit :

- intérêts 23.504.728 F CFP
- capital 116.673.568 F CFP

Art. 2.— Les montants correspondants aux échéances des mois de janvier, février et mars seront versés aux communes dès la signature du présent arrêté. Pour ce qui concerne les échéances des mois suivants, les sommes seront versées en une seule fois au cours du mois considéré.

La répartition par commune figure au tableau ci-annexé.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, les trésoriers et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mars 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.*

Emprunts pris en charge par le F.I.P. Annuités 2001 classées par commune

Communes	Capital	Intérêts	Annuité totale
Raivavae	0	0	0
Rapa	0	0	0
Rimatara	0	0	0
Rurutu	5.764.883	1.220.411	6.985.294
Tubuai	271.650	261.958	533.608
<i>Iles Australes</i>	<i>6.036.533</i>	<i>1.482.369</i>	<i>7.518.902</i>
Arue	621.666	814.479	1.436.145
Faaa	8.899.830	3.253.218	12.153.048
Hitiaa O Te Ra	3.528.746	2.395.242	5.923.988
Mahina	0	0	0
Moorea-Maiao	2.963.189	646.698	3.609.887
Paea	5.878.201	455.656	6.333.857
Papara	6.472.353	501.717	6.974.070
Papeete	18.515.177	1.981.124	20.496.301
Pirae	1.273.014	136.212	1.409.226
Punaauia	9.203.354	1.033.828	10.237.182
Taiarapu-Est	2.586.261	1.203.687	3.789.948
Taiarapu-Ouest	3.383.737	382.364	3.766.101
Teva I Uta	4.734.780	2.051.942	6.786.722
<i>Iles du Vent</i>	<i>68.060.308</i>	<i>14.856.167</i>	<i>82.916.475</i>
Bora Bora	7.494.343	1.586.561	9.080.904
Huahine	1.152.973	244.100	1.397.073
Maupiti	230.584	48.846	279.430
Tahaa	11.722.380	1.323.080	13.045.460
Taputapuatea	3.596.427	1.165.676	4.762.103
Tumaraa	1.729.546	209.233	1.938.779
Uturoa	6.825.518	734.581	7.560.099
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	<i>32.751.771</i>	<i>5.312.077</i>	<i>38.063.848</i>
Fatu Hiva	0	0	0
Hiva Oa	91.673	140.755	232.428
Nuku Hiva	0	0	0
Tahuata	0	0	0
Ua Huka	0	0	0
Ua Pou	0	0	0
<i>Iles Marquises</i>	<i>91.673</i>	<i>140.755</i>	<i>232.428</i>
Anaa	6.645.761	439.003	7.084.764
Arutua	1.161.062	862.392	2.023.454
Fakarava	0	0	0
Fangatau	0	0	0
Gambier	81.290	144.378	225.668
Hao	0	0	0
Hikueru	0	0	0
Makemo	0	0	0
Manihi	0	0	0
Napuka	0	0	0
Nukutavake	1.153.400	121.105	1.274.505
Puka Puka	691.770	146.482	838.252
Rangiroa	0	0	0
Reao	0	0	0
Takaroa	0	0	0
Tatakoto	0	0	0
Tureia	0	0	0
<i>Tuamotu-Gambier</i>	<i>9.733.283</i>	<i>1.713.360</i>	<i>11.446.643</i>
Total	116.673.568	23.504.728	140.178.296

ARRETE n° 148 MAC du 16 mars 2001 portant attribution aux communes de Polynésie française d'acomptes provisionnels sur les dotations non affectées de fonctionnement et d'investissement (D.N.A.F. et D.N.A.I.) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois d'avril, mai et juin 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,
président du comité de gestion
du Fonds intercommunal de péréquation,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-407 du 7 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 7 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972, modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 relatif à la composition et au fonctionnement du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, aux modalités d'élection des représentants des communes et de l'assemblée territoriale à ce comité, fixant les modalités suivant lesquelles le fonds assurera à chaque commune un minimum de ressources ;

Vu l'arrêté n° 742 du 7 juillet 1987 portant organisation des élections des représentants des communes au sein du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° 107 MAC du 20 mars 2000 et ses annexes portant répartition des crédits du Fonds intercommunal de péréquation entre les communes de la Polynésie française au titre de l'exercice 2000, modifié par l'arrêté n° 130 MAC du 29 mars 2000 ;

Vu l'arrêté n° 131 MAC du 29 mars 2000 portant modification de la répartition des crédits "charges scolaires" de la commune de Reao au titre de l'exercice 2000 ;

Vu l'arrêté n° 178 MAC du 28 avril 2000 et son annexe portant modification des annuités d'emprunts versées par le Fonds intercommunal de péréquation au titre de l'exercice 2000, modifié par l'arrêté n° 490 MAC du 10 octobre 2000 ;

Vu l'arrêté n° 324 MAC du 2 juillet 1998 portant désignation des représentants de l'assemblée au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 1999 au 31 juillet 2000 ;

Vu l'arrêté n° 350 MAC du 20 juillet 2000 portant désignation des représentants des communes au comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation pour la période du 1er août 2000 au 31 juillet 2001 ;

Vu l'arrêté n° 12 MAC du 11 janvier 2001 portant attribution aux communes de Polynésie française d'acomptes provisionnels sur les dotations non affectées de fonctionnement et d'investissement (D.N.A.F. et D.N.A.I.) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois de janvier, février, mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— Par anticipation sur les dotations qu'elles percevront au titre de l'exercice 2001, il est attribué aux communes de Polynésie française, pour chacun des mois d'avril, mai et juin 2001, un acompte provisionnel égal à un douzième de la D.N.A.F. (charges scolaires incluses) et de la D.N.A.I. qu'elles ont perçues en 2000.

La répartition des dotations par commune figure au tableau ci-annexé au présent arrêté.

Art. 2.— Le versement des acomptes provisionnels ci-dessus mentionnés interviendra à la diligence de M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française au cours des mois considérés.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, les trésoriers et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 mars 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

Fonds intercommunal de péréquation : versement
d'acomptes provisionnels sur :
la dotation non affectée de fonctionnement (D.N.A.F.)
et la dotation non affectée d'investissement (D.N.A.I.)
(période d'avril, mai et juin 2001)

Communes	Acomptes provisionnels mensuels pour 2001	
	D.N.A.F.	D.N.A.I.
Raivavae	3.986.888	847.083
Rapa	1.782.669	847.083
Rimatala	3.968.968	847.083
Rurutu	8.753.681	1.559.049
Tubuai	7.924.057	1.407.625
<i>Iles Australes</i>	26.415.993	5.507.923
Arue	25.425.985	4.940.160
Faaa	79.216.123	15.269.586
Hitiia O Te Ra	20.694.508	3.730.639
Mahina	35.171.417	6.663.720
Moorea-Maiao	45.856.660	8.717.899
Paea	31.724.205	5.707.359
Papara	23.471.639	3.991.536
Papeete	99.436.975	16.401.874
Pirae	41.665.948	7.757.478
Punaauia	54.463.005	11.177.189
Taiarapu-Est	28.787.743	4.893.528
Taiarapu-Ouest	15.288.316	2.701.849
Teva I Uta	19.832.992	3.470.713
<i>Iles du Vent</i>	521.035.516	95.423.530
Bora Bora	22.865.882	4.081.877
Huahine	20.878.567	3.792.353
Maupiti	3.688.099	847.083
Tahaa	16.880.398	3.055.298
Taputapuataea	12.020.107	2.201.029
Tumaraa	10.191.976	1.852.799
Uturoa	13.203.602	2.219.599
<i>Iles Sous-le-Vent</i>	99.728.631	18.050.038
Fatu Hiva	2.097.587	847.083
Hiva Oa	7.736.919	1.370.337
Nuku Hiva	10.283.343	1.854.069
Tahuata	2.176.735	847.083
Ua Huka	2.337.436	847.083
Ua Pou	7.682.321	1.466.705
<i>Iles Marquises</i>	32.314.341	7.232.360
Anaa	2.266.059	847.083
Arutua	4.481.916	930.443
Fakarava	4.573.859	989.149
Fangatau	1.006.766	847.083
Gambier	3.492.496	847.083
Hao	6.258.597	1.312.141
Hikueru	758.754	847.083
Makemo	3.934.351	847.083
Manihi	3.650.925	847.083
Napuka	1.355.683	847.083
Nukutavake	1.181.409	847.083
Puka Puka	618.909	847.083
Rangiroa	10.299.996	2.139.496
Reao	1.815.898	847.083
Takarua	3.748.789	847.083
Tatakoto	798.670	847.083
Tureia	3.517.934	847.919
<i>Tuamotu-Gambier</i>	53.761.011	16.384.144
Total	733.255.492	142.597.995

ARRETE n° 155 DRCL du 19 mars 2001 portant création des commission de contrôle des opérations de vote dans les communes de Papeete et Faa'a, à l'occasion des élections pour le renouvellement de l'assemblée de Polynésie française du 6 mai 2001.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
officier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 modifiée relative à la composition et à la formation de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-1489 du 31 décembre 1985 pris pour l'application de la loi précitée ;

Vu le décret n° 2001-160 du 20 février 2001 fixant la date des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 95 DRCL du 21 février 2001 portant convocation des collèges électoraux pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre du 7 mars 2001 de M. le premier président de la cour d'appel de Papeete ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé dans chacune des deux communes de Papeete et de Faa'a une commission de contrôle des opérations de vote.

Art. 2.— La commission de contrôle des opérations de vote de la commune de Papeete est composée comme suit :

- M. Jean-Louis Thiolet, président du tribunal de première instance de Papeete, *président* ;
- Mme Geneviève Cussac, vice-présidente au tribunal de première instance de Papeete, *membre* ;
- Mme Titaina Trillon de la subdivision administrative des îles du Vent, *secrétaire*.

Art. 3.— La commission de contrôle des opérations de vote de la commune de Faa'a est composée comme suit :

- Mme Marie-Thérèse Rix-Geay, vice-présidente au tribunal de première instance de Papeete, *présidente* ;
- M. Jean-Marc Houee, juge au tribunal de première instance de Papeete, *membre* ;
- M. Joseph Le Plain de la subdivision administrative des îles du Vent, *secrétaire*.

Art. 4.— Le secrétaire général de la Polynésie française, les présidents et membres des commissions de contrôle, les maires des communes de Papeete et de Faa'a sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 mars 2001.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Christian MASSINON.

Par arrêté n° 130 MAC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 mars 2001.— Par imputation sur l'autorisation de programme n° 3284 du 30 novembre 2000 d'un montant de 250.000 FF (4.548.002 F CFP) sur le chapitre 67-51, article 10, il est alloué à la commune de Mahina une aide financière d'un montant forfaitaire de 250.000 FF (4.548.002 F CFP) pour la rénovation de la station d'épuration de Fareroi, 1re phase.

Cette aide revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- | | |
|-------------------------------|-------------------------------------|
| - Montant des travaux : | 329.815,18 FF, soit 6.000.000 F CFP |
| - Taux de l'aide financière : | 75,8 % |
| - Montant de l'aide : | 250.000 FF, soit 4.548.002 F CFP |

Dans la limite des crédits disponibles, le versement du concours financier de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- sur présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande), une avance de 30 % ;
- des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation des états de mandatement visés par le receveur municipal. Ces acomptes interviendront dans la limite de 80 % du montant total de la subvention ;
- le solde, soit 20 %, sera versé sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté, visée par le chef de la subdivision administrative des îles du Vent.

Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Par arrêté n° 131 MAC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 mars 2001.— Par imputation sur l'autorisation de programme n° 3175 du 25 septembre 2000 d'un montant de 250.000 FF (4.548.002 F CFP) sur le chapitre 67-51, article 10, il est alloué à la commune des Gambier une aide financière d'un montant de 250.000 FF (4.548.002 F CFP) pour le traitement de l'eau par chloration dans le village de Rikitea.

Cette aide revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- | | |
|-------------------------------|--------------------------------------|
| - Montant des travaux : | 835.531,79 FF, soit 15.200.000 F CFP |
| - Taux de l'aide financière : | 29,92 % |
| - Montant de l'aide : | 250.000 FF, soit 4.548.002 F CFP |

Dans la limite des crédits disponibles, le versement du concours financier de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- sur présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande), une avance de 30 % ;
- des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation des états de mandatement visés par le receveur municipal. Ces acomptes interviendront dans la limite de 80 % du montant total de la subvention ;
- le solde, soit 20 %, sera versé sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté, visée par le chef de la subdivision administrative des îles du Vent.

Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Par arrêté n° 132 MAC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 mars 2001.— Par imputation sur l'autorisation de programme n° 3297 du 22 janvier 2001 d'un montant de 100.000 FF (1.819.201 F CFP) sur le chapitre 67-51, article 10, il est alloué à la commune de Nuku Hiva, îles Marquises, une aide financière d'un montant de 100.000 FF (1.819.201 F CFP) pour les travaux de rénovation de la mairie de Taiohae.

Cette aide revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- Montant des travaux : 483.621,85 FF, soit 8.798.052 F CFP
- Taux de l'aide financière : 20,68 %
- Montant de l'aide : 100.000 FF, soit 1.819.201 F CFP

Dans la limite des crédits disponibles, le versement du concours financier de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- sur présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande), une avance de 30 % ;
- des acomptes pourront être versés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation des états de mandatement visés par le receveur municipal. Ces acomptes interviendront dans la limite de 80 % du montant total de la subvention ;
- le solde, soit 20 %, sera versé sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté, visée par le chef de la subdivision administrative des îles du Vent.

Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Par arrêté n° 133 MAC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 13 mars 2001.— Par imputation sur l'autorisation de programme n° 3298 du 22 janvier 2001 d'un montant de 100.000 FF (1.819.201 F CFP) sur le chapitre 67-51, article 10, il est alloué à la commune de Hiva Oa, îles Marquises, une aide financière d'un montant de 100.000 FF (1.819.201 F CFP) pour les travaux de viabilisation et cimentage des voies des villages excentrés, vallées de Puamau et Hanapaoa.

Cette aide revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- Montant des travaux : 280.342,90 FF, soit 5.100.000 F CFP
- Taux de l'aide financière : 35,67 %
- Montant de l'aide : 100.000 FF, soit 1.819.201 F CFP

Dans la limite des crédits disponibles, le versement du concours financier de l'Etat s'effectuera selon les modalités suivantes :

- sur présentation d'un justificatif de démarrage de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande), une avance de 30 % ;
- des acomptes pourront être versées au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation des états de mandatement visés par le receveur municipal. Ces acomptes interviendront dans la limite de 80 % du montant total de la subvention ;
- le solde, soit 20 %, sera versé sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté, visée par le chef de la subdivision administrative des îles du Vent.

Si à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Par décision n° 140 SATP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 mars 2001.— L'article 1er de la décision n° 108 SATP du 1er mars 2001 est modifié comme suit :

Au lieu de : Est constatée l'arrivée à Papeete le 24 janvier 2001 de M. Alain Scoarnec, lieutenant de police de la police nationale, matricule 690.707, 6e échelon, muté au service des renseignements généraux à Papeete à compter du 23 février 2001.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 31-41, article 10, paragraphe 11.

Lire : Est constatée l'arrivée à Papeete le 24 février 2001 de M. Alain Scoarnec, lieutenant de police de la police nationale, matricule 690.707, 6e échelon, muté au service des renseignements généraux à Papeete à compter du 23 février 2001.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 31-41, article 10, paragraphe 11.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 362 CM du 20 mars 2001 autorisant l'occupation temporaire de locaux situés au point d'accueil croisières de Papeete, sur la parcelle domaniale dite "Amédet-Thirel" cadastrée section AK n° 132, au profit de la société anonyme "R. Financial".

NOR : AFD0100354AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville et porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-128 du 3 août 1978 portant réglementation en matière d'occupation du domaine public, modifiée par la délibération n° 85-1107 AT du 31 octobre 1985 ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine privé ou du domaine public du territoire, modifiée par la délibération n° 97-28 APF du 11 février 1997 ;

Vu l'arrêté n° 1256 CM du 10 septembre 1999 autorisant l'affectation de la propriété domaniale dite "ancien bloc Amédet-Thirel" au profit du service territorial du tourisme ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 25 novembre 1999 ;

Vu le bordereau d'envoi n° 63 PR/SAAT du 23 janvier 2001 du service des aménagements et activités touristiques ;

Vu la lettre n° 246-02-01 PR du 7 février 2001 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— L'occupation temporaire des locaux situés au point d'accueil croisières, sur la parcelle domaniale dite "Amédet-Thirel", cadastrée section AK n° 132, au quai d'honneur à Papeete (Tahiti), est autorisée au profit de la société anonyme "R. Financial" inscrite au registre du commerce sous le n° 7.347-B (n° Tahiti 520 734), dont le siège social est au 22, rue Nansouty, 98713 Papeete-Tahiti (Polynésie française).

Ces locaux comprennent un bureau, une réserve et un bloc sanitaire aux superficies respectives de 32 mètres carrés, 16 mètres carrés et 8 mètres carrés, soit une superficie totale de 56 mètres carrés.

Telle que ladite parcelle fait partie du domaine public de la Polynésie française.

Et tel que le tout figure au dossier détenu par la direction des affaires foncières.

Art. 2.— Le service dénommé "Groupement d'intervention de la Polynésie - Te Toa Arai" est chargé du suivi de la convention.

Art. 3.— Cette occupation temporaire est autorisée à compter du 1er juillet 2000 pour une durée de neuf (9) années, renouvelable par tacite reconduction et moyennant une redevance mensuelle de cent vingt-cinq mille francs CFP (125.000 F CFP).

Le montant de la redevance sera révisé chaque année en référence à l'arrêté fixant le taux minimum d'augmentation des loyers (baux à usage professionnel).

Art. 4.— L'occupant s'engage à n'utiliser les locaux que sous forme de bureau et lieu de stockage du matériel d'enregistrement des passagers des paquebots de croisière de la compagnie "Renaissance Croisiers".

Il s'engage à respecter les clauses et conditions définies dans la convention annexée au présent arrêté. (1)

Art. 5.— A l'échéance de la convention ou en cas de dissolution de la société, la Polynésie française recouvrera l'entière jouissance des biens immobiliers avec toutes les améliorations, par simple accession sans indemnité.

Art. 6.— Toute disposition contraire est abrogée.

Art. 7.— Le ministre du logement, de la redistribution et de la valorisation des terres domaniales, chargé de la politique de la ville et porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le ministre du logement,
de la redistribution et de la valorisation
des terres domaniales,
Jean-Christophe BOUISSOU.

(1) La convention peut être consultée à la direction des affaires foncières.

ARRETE n° 363 CM du 20 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 743 ER du 5 octobre 1978 relatif à l'inspection sanitaire des denrées animales originaires du territoire.

NOR : SDR0100317AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture et de l'élevage,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 77-116 du 14 octobre 1977 modifiée portant réglementation de l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu l'arrêté n° 743 ER du 5 octobre 1978 relatif à l'inspection sanitaire des denrées animales originaires du territoire ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 28 février 2001,

Arrête :

Article 1er.— Le second alinéa de l'article 1er de l'arrêté n° 743 ER du 5 octobre 1978 susvisé est remplacé par l'alinéa suivant :

"Toutefois, par dérogation au précédent alinéa, peuvent être abattus sans avoir subi l'inspection sanitaire *ante mortem* :

- les animaux dans les îles où aucun service d'inspection ne peut être assuré ;
- les porcelets d'un poids carcasse avec tête de moins de 15 kilogrammes, les volailles et les lapins."

Art. 2.— Dans l'article 2, premier alinéa et dans l'article 9, troisième alinéa, les mots "assisté d'un préposé sanitaire" sont rajoutés après les mots "vétérinaire inspecteur".

Art. 3.— Le deuxième alinéa de l'article 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Toutefois, par dérogation au précédent alinéa, celles-ci restent tolérées dans les îles où aucun service d'inspection ne peut être assuré."

Art. 4.— L'article 4 est remplacé par l'article suivant :

"Art. 4.— Par dérogation aux dispositions du 1er alinéa de l'article 3, est autorisé le transport des viandes et abats frais non estampillés, lorsque ces denrées voyagent du lieu d'abattage au lieu d'inspection. Dans ce cas, elles doivent être accompagnées d'un document, portant mention du lieu d'abattage, du nombre de bêtes abattues et de leur poids, qui est présenté sur toute réquisition des agents du service d'inspection sanitaire et dont le modèle est fixé en annexe 1. Ce document devra être signé par l'abatteur et, le cas échéant, par le ou les transporteur(s)."

Art. 5.— L'article 5 est remplacé par l'article suivant :

"Art. 5.— L'inspection sanitaire a lieu aux endroits suivants pour les carcasses d'animaux :

- 1° A Tahiti :
 - a) Local d'inspection sanitaire du département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire aux heures d'ouverture réglementaires ;
 - b) Abattoir de Papara aux heures d'abattage des animaux ;
 - c) Ou en un autre endroit avec accord du chef du département de la qualité alimentaire et de l'action vétérinaire ;

2° Dans les autres îles, selon les modalités fixées par l'inspecteur sanitaire présent sur les lieux."

Art. 6.— Il est inséré après l'article 5, le nouvel article suivant :

"Art. 5-1.— L'inspection sanitaire des denrées alimentaires animales et d'origine animale, autres que celles visées à l'article 3, a lieu dans leur établissement de production."

Art. 7.— L'article 10 est remplacé par l'article suivant :

"Art. 10.— Sont estampillées toutes les viandes provenant d'animaux reconnus sains à l'examen *ante mortem* lorsqu'il est pratiqué, et trouvées à l'inspection *post mortem* propres à la consommation humaine."

Art. 8.— Dans l'article 11, les mots "des viandes de boucherie et des produits à base de viande" sont remplacés par les mots "des denrées alimentaires animales et d'origine animale".

Art. 9.— Dans l'article 12 :

- 1° Les mots "d'équins et de bovins de tout âge, d'ovins, caprins et porcins de plus de trente kilogrammes" sont supprimés ;
- 2° Les deux alinéas suivants sont rajoutés :

"L'estampille comprend le numéro d'agrément de l'abattoir. Dans le cas où les animaux ne sont pas abattus dans un abattoir agréé, ce numéro est remplacé par le nom de l'île dans laquelle les animaux sont abattus."

L'estampillage sanitaire des abats est réalisé au moment de leur emballage dans un établissement agréé avec la marque de salubrité définie à l'article 14-1."

Art. 10.— Il est inséré après l'article 12 :

"Art. 12-1.— L'estampille réservée aux viandes destinées à être soumises à une transformation présente les mêmes caractéristiques que l'estampille ronde définie à l'article 12."

Toutefois, cette estampille doit être barrée par deux lignes droites parallèles, espacées de 1 centimètre au moins et disposées horizontalement, les indications du numéro de l'abattoir ou de l'île qui y figurent devant rester lisibles et les deux lignes parallèles devant être aussi visibles que celles constituant le tour de la marque."

Art. 11.— Dans l'article 13 :

- 1° Le numéro "13" est remplacé par le numéro "12-1" ;
- 2° Le second alinéa est remplacé par l'alinéa suivant :

"L'encre utilisée pour l'estampillage des viandes est à base de colorants XC325 bleus, bruns ou rouges."

Art. 12.— Il est inséré après l'article 14, le nouvel article suivant :

"Art. 14-1.— La marque de salubrité des denrées alimentaires animales et d'origine animale autres que les carcasses d'animaux est de forme ovale et comporte en son centre le numéro d'agrément de l'établissement d'origine."

La taille des chiffres et des lettres doit être suffisante pour que ceux-ci soient lisibles."

Art. 13.— Dans les articles 15 et 16, il est inséré après les mots "marquage sanitaire", les mots "par apposition directe sur les viandes".

Art. 14.— Dans l'article 18, troisième alinéa, les mots "du service de l'économie rurale" sont supprimés.

Art. 15.— Il est inséré après l'article 18, le nouvel article suivant :

"Art. 18-1.— Lorsque l'inspection sanitaire d'une denrée alimentaire animale ou d'origine animale ou l'inspection d'un établissement, véhicule ou autre lieu dans lequel une denrée est manipulée, transportée ou entreposée font suspecter ces denrées d'être impropres à la consommation humaine ou animale, celles-ci sont consignées en vue d'une inspection détaillée qui peut être complétée par des prélèvements d'échantillons en vue d'une analyse de laboratoire.

Dans ce cas, les denrées consignées dûment identifiées doivent être placées dans un local permettant d'en assurer la bonne conservation.

Après avoir prononcé la mise en consigne, l'agent chargé de l'inspection sanitaire doit procéder à la rédaction d'un certificat de mise en consigne (modèle en annexe 4). Il est établi en double exemplaire, l'original étant remis au détenteur des denrées. Il mentionne la nature des denrées, leur quantité, le motif et le délai de mise en consigne, le nom et l'adresse du détenteur, l'indication du lieu où sont consignées les denrées et les observations éventuelles du détenteur.

Pendant la durée de la consigne, à l'exception des prélèvements ordonnés par les agents chargés de l'inspection sanitaire, il est interdit d'effectuer un prélèvement quelconque ou toutes autres interventions sur ces denrées.

Les denrées sont consignées aux frais et sous la responsabilité de leur détenteur jusqu'à la décision définitive du vétérinaire inspecteur."

Art. 16.— L'article 21 est remplacé par l'article suivant :

"Art. 21.— Pour les équins, bovins, ovins, caprins, porcins, sont déclarés impropres à la consommation humaine :

a) Les viandes provenant d'animaux :

1 - Chez lesquels l'une des maladies suivantes a été constatée :

- actinobacillose ou actinomycose généralisées ;
- charbon bactérien et charbon symptomatique ;
- tuberculose généralisée ;
- morve ;
- rage ;
- tétanos ;
- salmonellose aiguë ;
- brucellose aiguë ;
- rouget ;
- botulisme ;
- septicémie, pyohémie, toxémie et virémie ;
- lymphadénite généralisée.

2 - Qui présentaient des lésions aiguës, avec répercussions générales, de broncho-pneumonie, pleurésie, péritonite, métrite, mammite, arthrite, péricardite, entérite ou méningo-encéphalomyélite, confirmées par une inspection détaillée, complétée éventuellement par un examen bactériologique et la recherche de résidus de substances ayant une action pharmacologique.

Toutefois, sans préjudice des conclusions tirées de l'inspection détaillée par le vétérinaire inspecteur, les carcasses peuvent être déclarées propres à la consommation humaine après enlèvement des parties impropres à la consommation, lorsque les résultats des examens complémentaires sont favorables.

3 - Qui étaient atteints des maladies parasitaires suivantes : sarcosporidiose généralisée visible macroscopiquement, cysticercose généralisée et trichinose.

4 - Qui étaient morts ou en état de mort apparente, mort-nés ou morts *in utero*.

5 - Qui ont été abattus trop jeunes et dont les viandes sont œdémateuses.

6 - Qui présentaient de multiples tumeurs, abcès ou blessures graves en différentes parties de la carcasse ou dans différents viscères.

7 - Qui présentaient de la cachexie ou une anémie prononcée ou qui étaient en état de misère physiologique.

8 - Qui présentaient un syndrome neurologique qu'il n'est pas possible d'attribuer avec certitude à une autre cause d'une encéphalite subaiguë spongiforme transmissible.

b) Les viandes des animaux :

1 - Dans lesquelles un examen minutieux des ganglions a permis de mettre en évidence des lésions tuberculeuses localisées en plusieurs organes ou plusieurs parties de la carcasse, que les animaux aient présenté ou non une réaction positive ou douteuse à la tuberculine.

Toutefois, lorsqu'une lésion tuberculeuse a été constatée dans les ganglions d'un même organe ou d'une même partie de carcasse, seuls l'organe atteint ou la partie de carcasse atteinte et les ganglions lymphatiques y attenants sont déclarés impropres à la consommation humaine.

2 - Qui ont présenté une réaction positive ou douteuse pour la brucellose confirmée par des lésions signalant une affection aiguë.

Même si aucune de ces lésions n'a été constatée, les mamelles, le tractus génital et le sang doivent néanmoins être déclarés impropres à la consommation humaine.

c) Les parties de carcasse présentant des infiltrations séreuses ou hémorragiques importantes, des abcès localisés ou des souillures localisées.

Les abats et viscères présentant des lésions pathologiques d'origine infectieuse, parasitaire ou traumatique.

d) Les viandes :

- à pH anormalement bas, dites fiévreuses ;
- présentant de graves anomalies en ce qui concerne la couleur, l'odeur, la consistance et la saveur.

e) Lorsque le vétérinaire inspecteur constate qu'une carcasse ou un abat est atteint de lymphadénite caséuse ou de toute autre affection suppurée, sans que cette affection soit généralisée ou accompagnée de cachexie :

1 - Tout organe et le ganglion lymphatique correspondant, si l'affection décrite précédemment est présente à la surface ou à l'intérieur de cet organe ou de ce ganglion lymphatique.

2 - Dans tous les cas auxquels ne s'applique pas le point 1 qui précède, la lésion et toutes les parties du pourtour que le vétérinaire inspecteur juge nécessaire de retenir compte tenu de l'âge et du degré d'activité de la lésion, étant entendu qu'une lésion ancienne solidement encapsulée peut être considérée comme inactive.

f) Les viandes résultant du parage de la plaie de saignée.

g) Lorsque le vétérinaire inspecteur constate qu'une carcasse entière ou une partie de carcasse ou un abat est atteint d'une maladie ou d'une affection autre que celles qui sont mentionnées aux points précédents, la carcasse toute

entière et les abats, ou la partie de la carcasse ou l'abat qu'il lui apparaît nécessaire de déclarer impropre à la consommation humaine.

h) Les carcasses dont les abats n'ont pas été soumis à l'inspection *post mortem*.

i) Le sang d'un animal dont les viandes ont été déclarées impropres à la consommation conformément aux points précédents, ainsi que le sang contaminé par le contenu de l'estomac ou toute autre substance. Si le sang ou les abats de plusieurs animaux sont recueillis dans un même récipient avant la fin de l'inspection *post mortem*, tout le contenu de celui-ci doit être déclaré impropre à la consommation humaine lorsque la carcasse d'un de ces animaux est reconnue impropre à la consommation humaine.

j) Les viandes fraîches provenant d'animaux auxquels ont été administrées :

1 - Des substances anabolisantes, des substances à action thyrostatique, des substances agonistes bêta adrénergiques interdites ou administrées sans respect des conditions en vigueur.

2 - Des substances à effet d'attendrisseurs.

k) Les viandes fraîches contenant des résidus des substances visées au point j, 1.

l) Les viandes contenant des résidus de substances autorisées à action hormonale, de médicaments, d'antibiotiques, de pesticides ou d'autres substances nuisibles ou susceptibles de rendre éventuellement la consommation de viandes fraîches dangereuse ou nocive pour la santé humaine.

m) Les viandes présentant une odeur sexuelle prononcée."

Art. 17.— Il est inséré après l'article 21, le nouvel article suivant :

"Art. 21-1.— Doivent être soumises à une transformation et sont estampillées par apposition de l'estampille définie à l'article 12-1 les viandes fraîches :

- 1° De porcs mâles utilisés pour la reproduction ;
- 2° De porcs cryptorchides et hermaphrodites ;
- 3° Sans préjudice des cas prévus à l'article 21, point m, de porcs mâles non castrés d'un poids exprimé en carcasse supérieur à 80 kilogrammes sauf si l'établissement est en mesure de garantir, par une méthode reconnue officiellement, que les carcasses présentant une odeur sexuelle prononcée peuvent être détectées."

Art. 18.— L'article 23 est remplacé par les deux articles suivants :

"Art. 23.— Sont déclarées impropres à la consommation humaine, en totalité, les viandes des volailles dont l'inspection sanitaire *post mortem* révèle un des cas suivants :

- mort résultant d'une cause autre que l'abattage ;
- maladies infectieuses généralisées ;
- localisations chroniques de micro-organismes pathogènes transmissibles à l'homme ;
- mycoses systématiques et lésions locales dans les organes, suspectées d'avoir été causées par des agents pathogènes transmissibles à l'homme ou leurs toxines ;
- intoxication ;
- cachexie ;
- conformation, odeur, couleur anormales ;
- tumeurs malignes ou multiples ;
- importantes lésions et ecchymoses, lésions cutanées infectées ;
- souillures ou contaminations généralisées ;

- lésions mécaniques importantes, y compris celles dues à un échaudage excessif ;
- résidus de substances dépassant les normes autorisées et résidus de substances interdites ;
- ascite.

Lorsque des parties de l'animal abattu présentent des lésions ou des contaminations qui n'affectent pas la salubrité du reste de la carcasse, seules ces parties sont déclarées impropres à la consommation humaine.

Lorsqu'il est constaté qu'une carcasse entière, une partie de carcasse ou un abat est porteur d'une lésion, d'une affection ou d'une contamination autre que celles qui sont mentionnées ci-dessus, le rendant impropre à la consommation humaine, il est déclaré comme tel et retiré de la consommation.

Art. 23-1.— Sont déclarées impropres à la consommation humaine, en totalité, les viandes des lapins dont l'inspection sanitaire *post mortem* révèle un des cas suivants :

- maladies transmissibles à l'homme ou aux animaux ;
- tumeurs malignes ou multiples, ou abcès multiples ou souillures étendues ;
- infection parasitaire étendue des tissus sous cutanés ou musculaires ;
- présence de résidus de substances, y compris les substances à effet pharmacologiques, interdites ou en concentration supérieures aux niveaux réglementairement admis ;
- empoisonnement ;
- dommages étendus ou inhibition sanguine ou sérique étendue ;
- anomalies de couleur, d'odeur ou de saveur ;
- anomalies de consistance, en particulier œdèmes ou état émacié.

Les parties des animaux abattus présentant des lésions ou contaminations localisées n'affectant pas la salubrité de la partie restante des viandes doivent être déclarées impropres à la consommation humaine."

Art. 19.— Dans l'article 26, le mot "boucher" est remplacé par le mot "abatteur".

Art. 20.— Le présent arrêté est accompagné des annexes ci-après précisées et, pour les annexes 1, 2 et 3 remplaçant ensemble celles prévues par l'arrêté n° 743 ER du 5 octobre 1978 :

- annexe 1 : document d'accompagnement de viandes non estampillées vers le centre d'inspection ;
- annexe 2 : modèles d'estampillages sanitaires ;
- annexe 3 : certificat de saisie et de destruction ;
- annexe 4 : certificat de mise en consigne.

Art. 21.— Le ministre de la santé et de la recherche et le ministre de l'agriculture et de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et entrera en vigueur le 1er juillet 2001.

Fait à Papeete, le 20 mars 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
Le ministre de la santé
et de la recherche,
Patrick HOWELL.

Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,
Patrick BORDET.

ANNEXE 1**DOCUMENT D'ACCOMPAGNEMENT DE VIANDES
NON ESTAMPILLEES VERS LE CENTRE D'INSPECTION**

Date d'abattage :

Lieu d'abattage :

Nom et prénoms de l'abatteur :

Signature

BOVINS : Nombre de carcasses complètes :

Poids total :

Numéros :

PORCINS : Nombre de carcasses complètes :

Poids total :

Numéros :

AUTRES ANIMAUX (indiquer les espèces)

Nombre de carcasses complètes :

Poids total :

Numéros :

VEHICULE DE TRANSPORT	N° 1	N° 2	N° 3
Type (bateau, véhicule terrestre)			
N° d'immatriculation/Nom			
Date de chargement			
Signature			

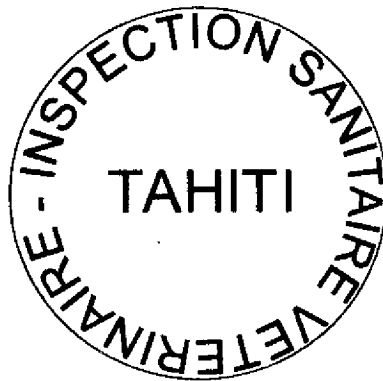
ANNEXE 2

MODELES D'ESTAMPILLES SANITAIRES

- Estampille roulette pour équins, bovins et porcins de plus de 30 Kg. Les caractères doivent avoir une hauteur de 10 mm.

INSPECTION2SANITAIRE2TAHITI

- Estampille ronde pour équins, bovins et porcins de plus de 30 Kg
Les caractères doivent avoir une hauteur de 8 mm pour les lettres marginales et de 10 mm pour les lettres horizontales centrales.



- Estampille pour ovins, caprins et porcins de moins de 30 Kg.
Les caractères doivent avoir une hauteur de 2 mm pour les lettres horizontales centrales.



- Estampille pour volailles et lapins.
Les caractères doivent avoir une hauteur de 2 mm.



ANNEXE 3

POLYNESIE FRANCAISE

REPUBLIQUE FRANCAISE

SERVICE DU DEVELOPPEMENT RURAL-----
Liberté – Egalité – Fraternité

Département de la Qualité Alimentaire

Et de l'Action Vétérinaire

B.P 100 – 98713 Papeete – TAHITI

Tel : (689) 42.81.44. – Fax (689) 42.08.31.

N°

CERTIFICAT DE SAISIE ET DE DESTRUCTION

Le vétérinaire assermenté soussigné, certifie que les denrées désignées ci-dessous ont été retirées de la consommation humaine.

Date de retrait :

Lieu du retrait :

Identification de l'animal abattu :

N° de carcasse :

Désignation des parties saisies :

Nombre de pièces saisies :

Poids de la saisie :

Motif du retrait :

Provenance de l'animal :

Date d'abattage de l'animal :

Nom du vétérinaire :

Fait à....., le

Cachet officiel

Signature du vétérinaire

ANNEXE 4**CERTIFICAT DE MISE EN CONSIGNE N°**

Je soussigné,,
 agent assermenté, certifie avoir consigné dans le lieu suivant :
 et sous la responsabilité de son détenteur : Nom :
 Adresse :

Nombre de pièces	Marque	Nature de la marchandise	Nature de l'emballage	Mode de conservation	Poids brut	Poids net

MOTIF :

DELAI DE CONSIGNE :

Fait à....., le

Cachet officiel

Signature de l'agent

LE NON RESPECT DE LA CONSIGNE ENTRAÎNERA LA CONFISCATION DES DENREES ET L'APPLICATION DES
 PEINES PREVUES A L'ARTICLE 21 DE LA DELIBERATION 77-116

LU ET APPROUVE

Observations éventuelles du détenteur

Signature du détenteur

ARRETE n° 364 CM du 20 mars 2001 transférant la garantie à 30 % de la Polynésie française pour le remboursement des emprunts contractés auprès de l'Agence française de développement par la S.N.C. Papenoo et repris au passif de la S.A. Coder Marama Nui.

NOR : FCO0100453AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2001-27 AT du 15 février 2001 accordant le dépassement du plafond de garantie à la S.A. Coder Marama Nui ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 14 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— La garantie de bonne fin à hauteur de 30 % accordée par la Polynésie française à la S.N.C. Papenoo par délibération n° 94-55 AT du 9 juin 1994 est transférée dans les mêmes conditions à la S.A. Coder Marama Nui pour les emprunts de la S.N.C. Papenoo repris au passif de la S.A. Coder Marama Nui.

Le montant restant à rembourser au 31 décembre 2000 est de 5.827.519 FF (c/v 105.954.890 F CFP), remboursable en 66 mensualités de 110.843,04 FF (c/v 2.015.328 F CFP) du 31 janvier 2001 au 30 juin 2006.

Au cas où la S.A. Marama Nui ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires encourus, la Polynésie française s'engage à effectuer le paiement en ses lieux et place sur simple demande des prêteurs adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de la recette prévue ci-dessous, ni exiger que les prêteurs discutent au préalable l'établissement défaillant.

Art. 2.— La Polynésie française s'engage, pendant toute la durée de la période d'amortissement, à créer, en cas de besoin, une recette suffisante pour couvrir le montant de sa charge, étant rappelé que par avenant n° 1 à la convention du 24 janvier 1990, la garantie de la Polynésie française a été fixée pour l'ensemble des crédits octroyés à la S.A. Coder Marama Nui à 30 % de l'encours des emprunts avalisés.

Art. 3.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès est autorisé à signer au nom de la Polynésie française les termes de la convention d'aval.

Art. 4.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 mars 2001.
Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :
*Le ministre des finances
et des réformes administratives,*
Patrick PEAUCELLIER.

ARRETE n° 373 CM du 21 mars 2001 portant modification des dispositions de l'arrêté n° 1057 CM du 21 octobre 1994 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Office des postes et télécommunications".

NOR : OPT0100402AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 31 de la loi organique n° 95-173 du 20 février 1995 modifiant la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions diverses relatives aux territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998, ensemble l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 85-1023 AT du 8 mars 1985 modifiée portant création de l'établissement public territorial dénommé "Office des postes et télécommunications" ;

Vu le décret n° 85-1488 du 31 décembre 1985 modifié relatif à la suppression de l'Office des postes et télécommunications de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1057 CM du 21 octobre 1994 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Office des postes et télécommunications" ;

Vu la délibération n° 2000-88 OPT relative au régime budgétaire, financier et comptable de l'Office des postes et télécommunications, adoptée par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications lors de sa séance du 6 décembre 2000 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 mars 2001,

Arrête :

Article 1er.— Il est inséré un douzième alinéa au paragraphe 3 (gestion financière) de l'article 8 de l'arrêté n° 1057 CM du 21 octobre 1994 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Office des postes et télécommunications", rédigé comme suit :

"Il autorise les admissions en non-valeur."

Art. 2.— Il est inséré un premier alinéa à l'article 10 de l'arrêté n° 1057 CM du 21 octobre 1994 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Office des postes et télécommunications", rédigé comme suit :

"A partir du 1er novembre de chaque année et dans la limite du quart des crédits de l'année en cours, les engagements de dépenses ordinaires, autres que de personnel, peuvent être effectués sur les crédits de l'année suivante. Ces engagements stipulent que l'exécution du service ne pourra intervenir avant le 1er janvier de l'année suivante."

Art. 3.— Le vice-président, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mars 2001.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

Le vice-président,
ministre du développement
des archipels et des postes
et télécommunications,
Edouard FRITCH.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 222 CM du 26 février 2001 portant nomination de M. Lucien Yau, en qualité d'agent comptable du port autonome de Papeete, paru au J.O.P.F. n° 9 du 1er mars 2001, page 542.

Il convient de rajouter dans les visas : "Vu l'avis du trésorier-payeur général de la Polynésie française en date du 31 janvier 2001 ;".

NOR : AFD0100409AC

Par arrêté n° 361 CM du 20 mars 2001.— Le renouvellement de l'occupation temporaire du domaine public maritime destinée à l'implantation d'un ponton sur pilotis, d'une superficie de 47 mètres carrés au droit de la parcelle n° 6 du lot 2 de la partie A du domaine Pomare, commune de Arue, est accordé au profit de Mme Mildred Cowan, pour une période de neuf (9) années consécutives, à compter du 20 décembre 1999.

Et tel qu'il figure sur le plan enregistré le 11 avril 1991, folio 28, bordereau 786/1.

La présente autorisation d'occupation est accordée sous les conditions suivantes, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1° L'emplacement concédé reste affecté à l'implantation d'un ponton entièrement réalisé sur pilotis. Cet ouvrage doit laisser libre, le passage en bordure de mer et la circulation des pirogues.

2° Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et le ponton pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il fera son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

3° Il ne pourra céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans le consentement préalable du conseil des ministres de la Polynésie française.

4° A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, le bénéficiaire enlèvera à ses frais et sous sa responsabilité toutes les installations édifiées sur le domaine public maritime sans aucune indemnité.

La redevance annuelle, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation à Papeete, est fixée à quinze mille (15.000) francs CFP.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues sont majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté du 28 février 1980.

En cas d'observation de l'une ou l'autre des dispositions ci-dessus, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, le conseil des ministres pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

NOR : FCO0100451AC

Par arrêté n° 365 CM du 20 mars 2001.— La répartition prévisionnelle des crédits de paiement du budget d'investissement de 2001 du compte spécial "Compte d'aide aux victimes des calamités (C.A.V.C.)" est complétée selon le tableau joint en annexe.

Annexe à l'arrêté de répartition n° 2-2001 CAVC

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	927	Total
PR																0
VP																0
MFR															9.6000.000.000	9.6000.000.000
MAA																0
MEC																0
MED																0
MEF																0
MSF																0
MEQ																0
MLD																0
MJS																0
MSR																0
MAG																0
MCE																0
MMA																0
MEN																0
MTR																0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9.6000.000.000	9.6000.000.000

NOR : CPS0100420AC

Par arrêté n° 366 CM du 20 mars 2001.— L'avenant n° 2 (1) à la convention entre le syndicat des sages-femmes de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale est approuvé.

(1) Il sera publié ultérieurement.

NOR : AAT0100397AC

Par arrêté n° 368 CM du 21 mars 2001.— Est abrogé l'arrêté n° 229 CM du 27 février 1997 portant autorisation d'occupation du domaine public de Avatoru à Rangiroa en vue de l'exploitation de l'abri-relais nautique.

NOR : AAT0100398AC

Par arrêté n° 369 CM du 21 mars 2001.— Est autorisée l'occupation du domaine public de Avatoru à Rangiroa d'une superficie de 400 mètres carrés au profit de Mlle Mati Thécesa demeurant à Rangiroa :

- un emplacement du domaine public territorial d'une superficie de 400 mètres carrés sur lequel est édifié un bâtiment abritant le snack-buvette d'une superficie de 111,1 mètres carrés.

NOR : OPT0100447AC

Par arrêté n° 370 CM du 21 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2000-45 OPT portant adoption du compte financier de l'Office des postes et télécommunications pour l'exercice 1999, adoptée par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications lors de sa séance du 18 septembre 2000.

NOR : SCH0100388AC

Par arrêté n° 371 CM du 21 mars 2001.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes adoptées par le conseil d'administration du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha (M.T.I.-T.F.I.) en sa séance du 26 janvier 2001 :

- délibération n° 5-2001 MTI portant prise en charge des déplacements et fixation du taux des indemnités pour frais de déplacements et de missions des membres du comité scientifique ;
- délibération n° 6-2001 MTI fixant les tarifs de vente, de location et des prestations de services rendus par le Musée de Tahiti et des îles.

Délibération n° 6-2001 MTI du 26 janvier 2001

Article 1er.— Les tarifs de vente, de location et des prestations de services rendus par le Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha sont, pour partie, fixés ainsi qu'il suit :

A. Visite - conférence :

- visites conférences du musée (maximum 15 personnes), (tarif de groupe 500 F CFP par personne) : + 10.000 F CFP ;
- visites conférences du musée (maximum 25 personnes), (tarif de groupe 500 F CFP par personne) : + 15.000 F CFP.

B. Location de la salle de conférence :

- droit fixe (par soirée) : 50.000 F CFP ;
- droit sur les entrées : 10 % sur les recettes brutes (entrées payantes) ;

- frais de climatisation : pour les répétitions des concerts des associations de musique et pour la location de la salle en journée pour des prestations à but non lucratif (réunion, conférence, école) : 12.500 F CFP la demi-journée de 8 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures.

C. Location de panneaux d'exposition :

Le prix de la location des panneaux d'exposition est fixé à 1.800 F CFP par panneau et par semaine. La période de location (1 jour ou plus) s'entend par tranche de 24 heures : du lundi au dimanche (toute journée entamée étant due).

Les panneaux devront être rendus en bon état, dans le cas contraire et après constat, leur remise en état incombera au preneur.

Une caution de 6.000 F CFP sera exigée par panneau loué.

En cas de perte ou détérioration de matériel décrit ci-dessus, son remplacement sera assuré aux frais du preneur et au prix coûtant au jour du rachat.

Aucune livraison ne sera effectuée. De même, aucune mise à disposition en dehors de l'île de Tahiti ne sera autorisée, sauf accord du président du conseil d'administration ou du vice-président, en cas d'absence du président. Dans ce cas de figure, le transport du matériel se fera sous la responsabilité du preneur.

D. Vente de noix de coco :

Le prix de la vente des noix de coco des jardins du musée est fixé à 60 F CFP la pièce.

E. Tournage (clips, spots publicitaires, pub) et immobilisation des salles à usage d'opération promotionnelle :

- 1° Salle d'exposition permanente : 30.000 F CFP la demi-journée, seulement le lundi ;
- 2° Salle d'exposition temporaire : 12.500 F CFP la demi-journée ;
- 3° Salle de conférence : 18.000 F CFP la demi-journée ;
- 4° Jardins : 35.000 F CFP la journée.

En cas d'utilisation de la climatisation pour la salle d'exposition temporaire et la salle de conférence, une participation de 12.500 F CFP aux frais de climatisation sera facturée au preneur.

F. Vente d'objets, d'affiches et de publications :

Le directeur du musée est autorisé à établir les prix de vente des objets, des affiches et des publications, sur la base des prix du marché.

G. Location des jardins :

- à la journée entière : 75.000 F CFP ;
- à la demi-journée : 37.000 F CFP.

A l'issue de l'utilisation, le preneur assurera le nettoyage des jardins à ses frais.

Observations : En cas de manifestations payantes organisées dans les jardins, le musée percevra 10 % sur les recettes brutes.

H. Les patios :

- à la journée entière : 62.000 F CFP ;
- à la soirée : 50.000 F CFP (éclairage compris).

Art. 2.— L'exonération des droits de location pour des manifestations à but non lucratif peut être accordée par le directeur du musée aux associations et institutions à vocation culturelle ou scientifique.

Art. 3.— S'agissant des prestations de service, des cessations et locations diverses ou de manifestations autres que celles expressément recensées ci-dessus, leurs tarifs seront fixés ponctuellement par le directeur du musée et conformément aux conditions économiques en vigueur à la date de leur application.

Art. 4.— Toutes les locations de salles, de matériel, des jardins et du patio sont payables d'avance.

Très important :

Dédit : en cas d'annulation du fait du preneur après paiement des frais de location, ils resteront acquis au Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha, sauf dans tous les cas de force majeure.

Art. 5.— La présente délibération abroge les délibérations suivantes :

- n° 6-92 CPSH du 30 mars 1992 ;
- n° 8-93 CPSH du 18 novembre 1993 ;
- n° 11-94 CPSH du 15 septembre 1994 ;
- n° 14-96 CPSH du 10 septembre 1996 ;
- n° 10-98 CPSH du 31 juillet 1998 ;
- n° 12-98 CPSH du 12 novembre 1998 fixant ou modifiant respectivement les tarifs des prestations délivrées par le Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha.

NOR : SCH0100387AC

Par arrêté n° 372 CM du 21 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération suivante adoptée par le conseil d'administration du Musée de Tahiti et des îles - Te Fare Iamanaha (M.T.I.-T.F.I.) en sa séance du 26 janvier 2001 :

- délibération n° 1-2001 MTI adoptant le budget primitif du M.T.I.-T.F.I. pour l'exercice 2001, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 154.900.000 F CFP (*cent cinquante-quatre millions neuf cent mille francs CFP*) se décomposant comme suit :

En recettes :

Section de fonctionnement : 154.900.000 F CFP

En dépenses :

Section de fonctionnement : 148.050.000 F CFP
Section d'investissement : 6.850.000 F CFP

NOR : OPT0100403AC

Par arrêté n° 374 CM du 21 mars 2001.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes, adoptées par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications lors de sa séance du 19 février 2001 :

- n° 2001-1 OPT relative à l'exonération des frais de raccordement et d'abonnement des publiphones d'intérieur à cartes (P.I.C.) dans les établissements scolaires ou hospitaliers ;
- n° 2001-4 OPT relative à la révision du prix de vente des boîtes d'expédition avec un habillage polynésien et à la mise en place de commission par palier ;

- n° 2001-5 OPT relative à la vente des timbres et télécartes par des revendeurs agréés ;
- n° 2001-11 OPT relative à la tarification de l'offre de service Tahiti Nui Satellite (T.N.S.) aux comités d'entreprises et aux organismes assimilés ;
- n° 2001-21 OPT relative à la tarification de l'offre de service Tahiti Nui Satellite Télévision à réception collective.

Délibération n° 2001-1 OPT du 19 février 2001

Article 1er.— L'installation et le fonctionnement des publiphones d'intérieur à cartes (P.I.C.) dans l'enceinte des établissements scolaires ou hospitaliers qui en font la demande à l'office, sont exonérés du paiement des frais suivants :

- frais de raccordement y compris la ligne d'exploitation ;
- redevance mensuelle si le trafic téléphonique est inférieur à 800 UT par mois ;
- frais d'installation, sous réserve d'accord préalable de l'O.P.T.

Délibération n° 2001-4 OPT du 19 février 2001

Article 1er.— La tarification des boîtes d'expédition avec un habillage polynésien (boîtes festives) s'établit comme suit :

Modèles	Prix de vente CFP HT
Modèle n° 1	300
Modèle n° 2	350
Modèle n° 3	390
Modèle n° 4	450

Art. 2.— Pour l'achat en grande quantité de boîtes d'expédition avec un habillage polynésien (boîtes festives) tous modèles confondus, des commissions sont accordées à tout acheteur dans les conditions définies ci-après :

Nombre d'unités achetées	Taux de commission
de 50 à 100	10 %
de 101 à 200	15 %
201 et plus	20 %

Ces commissions sont calculées sur le montant d'achat hors taxes et sont accordées pour chaque achat payé en une seule fois.

Le montant des commissions se calcule par paliers déterminés en fonction du nombre de boîtes achetées par le revendeur.

Art. 3.— La délibération n° 99-39 OPT du 9 novembre 1999 est abrogée.

Délibération n° 2001-5 OPT du 19 février 2001

Article 1er.— Des taux de commission sont accordées aux revendeurs de télécartes et de timbres-poste dans les conditions définies ci-après :

- Pour les télécartes :

Montant de l'achat en F CFP HT	Taux de commission
de 1 à 99.999 F	3 %
de 100.000 à 999.999 F	5 %
1.000.000 F et plus	10 %
Revendeurs en zone aéroportuaire quel que soit le montant	10 %

- Pour les timbres-poste :

Montant de l'achat en F CFP HT	Taux de commission
de 1 à 499.999 F	5 %
500.000 et plus	10 %
Revendeurs en zone aéroportuaire quel que soit le montant	10 %

Art. 2.— Les commissions sont calculées sur le montant d'achat hors taxes.

Ces commissions sont accordées par type de produit et pour chaque achat payé en une seule fois.

La commission ne peut être calculée sur le montant réglé pour les deux produits (télécartes et timbres-poste) confondus, ni sur un calcul d'achat pour une période déterminée.

Art. 3.— La délibération n° 99-26 OPT du 17 août 1999 et la délibération n° 2000-64 OPT du 18 septembre 2000 sont abrogées.

Délibération n° 2001-11 OPT du 19 février 2001

Article 1er.— La délibération n° 2000-34 OPT relative à la tarification de l'offre de service Tahiti Nui Satellite (T.N.S.) adoptée par le conseil d'administration de l'Office des postes et télécommunications lors de sa séance du 5 juin 2000 est complétée par les présentes dispositions.

Art. 2.— Les offres de lancement des services T.N.S. T.V. n° 1 & T.N.S. T.V. n° 2, T.N.S. Internet n° 1, T.N.S. Internet n° 2, T.N.S. T.V. & Internet n° 1 et T.N.S. T.V. & Internet n° 2, contenues à l'annexe 2 de la délibération n° 2000-34 OPT du 5 juin 2000, son reconduites jusqu'au 30 avril 2001.

Art. 3.— Les comités d'entreprises des sociétés privées ou organismes assimilés des administrations ou établissements publics peuvent faire bénéficier à leurs membres qui souhaitent s'abonner aux services T.N.S., d'un échelonnement de paiement du prix d'acquisition des équipements compris entre 2 et 4 mois, sous réserve de remplir les conditions suivantes :

- les comités d'entreprises des sociétés privées ou organismes assimilés des administrations ou établissements publics doivent :
 - faire connaître T.N.S. et surtout l'offre actuelle qui concerne l'achat des équipements nécessaires (antenne et terminal) ;
 - remplir les contrats d'abonnement ;
 - compléter les documents d'acquisition des matériels ;
 - recoler les chèques concernant l'achat des équipements ;
 - déposer l'ensemble de ces pièces dans une agence O.P.T. ;
- ces nouveaux abonnés doivent souscrire à un abonnement d'une durée contractuelle minimale de 12 mois.

Art. 4.— Cette offre de lancement spéciale aux comités d'entreprises des sociétés privées ou organismes assimilés des administrations ou établissements publics, est valable jusqu'au 30 avril 2001.

Délibération n° 2001-21 OPT du 19 février 2001

Article 1er.— Est autorisée la reprise de l'offre de service Tahiti Nui S@tellite Télévision (T.N.S. T.V.) à réception collective.

Art. 2.— Le tarif catalogue T.N.S. T.V. à réception collective, équipement des immeubles d'habitation, est modifié par la présente annexe 1.

Une nouvelle offre de lancement de T.N.S. T.V. à réception collective est prévue en annexe 2 ci-jointe.

ANNEXE 1

**Tarifs catalogue de T.N.S.
Réception en immeuble d'habitation**

	Tarifs hors taxes en F CFP
Antenne parabolique 120 cm pour le propriétaire de l'immeuble Livraison avec câble de 30 mètres Garantie 1 mois Livraison à l'agence O.P.T.	8.500
Frais de visite préliminaire, frais d'étude Options à la demande du client Sur devis accepté par le client	Main-d'œuvre et frais de déplacement avec majoration de 15 % pour frais de gestion
Frais de déclaration de conformité, frais de réglage Options à la demande du client Sur devis accepté par le client Conditions : les équipements de réception doivent être installés	Main-d'œuvre et frais de déplacement avec majoration de 15 % pour frais de gestion

Catalogue des tarifs hors taxes du 20 février 2001 - T.V.A. applicable à cette date.

ANNEXE 2

**Tarifs offre de lancement de T.N.S.
Réception en immeuble d'habitation**

Offre valable du 20 février 2001 au 30 septembre 2001

Pour les habitants de l'immeuble (sur présentation d'un justificatif de lieu d'habitation).

T.N.S. T.V. Tarif : 9.000 F CFP
Souscription à un abonnement minimal de 12 mois, l'offre comprend :

Frais d'accès aux services
Terminal (décodeur, télécommande et accessoires)
Câble de 3 mètres
Garantie 1 mois (décodeur)
Carte T.N.S. T.V.
Un mois d'abonnement à T.N.S. Optima
Livraison des équipements en agence O.P.T.

Ce tarif est porté à 7.000 F CFP hors taxes pour les agents de l'O.P.T.

ou

T.N.S. Internet Tarif : 9.000 F CFP
Souscription à un abonnement minimal de 12 mois, l'offre comprend :

Frais d'accès aux services
Interface Internet
Câble de 3 mètres
Garantie 1 mois (Interface Internet)
Un mois d'abonnement à T.N.S. Internet
Livraison des équipements en agence O.P.T.

Ce tarif est porté à 7.000 F CFP hors taxes pour les agents de l'O.P.T.

ou

T.N.S. T.V. et Internet Tarif : 16.000 F CFP

Souscription à un abonnement minimal de 12 mois, l'offre comprend :

Frais d'accès aux services

Interface Internet

Terminal (décodeur, télécommande et accessoires)

Répartiteur

2 câbles de 3 mètres

Garantie 1 mois (décodeur, Interface Internet)

Carte T.N.S. T.V.

Un mois d'abonnement à T.N.S. Optima et Internet

Livraison des équipements en agence O.P.T.

Tarifs hors taxes du 20 février 2001 - T.V.A. applicable à cette date.

NOR : SES0100154AC

Par arrêté n° 377 CM du 22 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-2000 du 30 mai 2000 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1999 du collège de Taaone.

NOR : SES0100153AC

Par arrêté n° 378 CM du 22 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-2000 du 30 mai 2000 du conseil d'établissement adoptant le compte financier 1999 du collège de Taaone.

NOR : SES0001541AC

Par arrêté n° 380 CM du 22 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-2000 du 27 avril 2000 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1999 du collège de Paea.

NOR : SES0001540AC

Par arrêté n° 381 CM du 22 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-2000 du 27 avril 2000 du conseil d'établissement adoptant le compte financier 1999 du collège de Paea.

NOR : SES0100148AC

Par arrêté n° 383 CM du 22 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 16-99 du 12 avril 1999 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1998 du lycée Paul-Gauguin.

NOR : SES0100147AC

Par arrêté n° 384 CM du 22 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 15-99 du 12 avril 1999 du conseil d'établissement adoptant le compte financier 1998 du lycée Paul-Gauguin.

NOR : SES0001535AC

Par arrêté n° 385 CM du 22 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-99 du 28 avril 1999 du conseil d'établissement portant affectation des résultats de la section de fonctionnement de l'exercice 1998 du collège de Huahine.

NOR : SES0001534AC

Par arrêté n° 386 CM du 22 mars 2001.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-99 du 28 avril 1999 du conseil d'établissement adoptant le compte financier 1998 du collège de Huahine.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 455 PR du 21 mars 2001 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 445 PR du 9 juin 1998 relatif aux attributions des membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 203 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— M. Edouard Fritch, vice-président du gouvernement, ministre du développement des archipels et des postes et télécommunications, chargé de la déconcentration administrative, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine, pendant l'absence de Mme Lucette Taero le mercredi 21 mars 2001.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 mars 2001.

Gaston FLOSSE.

ERRATUM à l'arrêté n° 332 PR du 22 février 2001 constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et associations représentés au Conseil économique, social et culturel de Polynésie française, paru au J.O.P.F. n° 9 du 1er mars 2001, page 543.

Il convient de lire : "Jean-Claude Putoa", au lieu de : "Jean-Paul Putoa".

MINISTRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 937 MFR du 20 mars 2001.— M. Tupea Mollon est démis de ses fonctions de sous-régisseur du service du développement rural (vente de plants) à Papara.

En conséquence, la mention "Tupea Mollon" est supprimée aux articles 3, 4, 8, 9 et 10 de l'arrêté n° 7667 MFR du 23 octobre 1999.

Par arrêté n° 1000 MFR/PEL du 22 mars 2001.— Sont nommées comme membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, pour le recrutement de 6 sages-femmes de catégorie A, relevant de la fonction publique de la Polynésie française, les personnes dont les noms suivent :

- M. le chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant, *président* ;
- M. l'inspecteur général de l'administration du territoire ou son représentant ;
- Mme la directrice de la santé ou son représentant ;
- Mme la directrice de l'école de sages-femmes ou son représentant ;
- Mme Rhéna Pedebidou, représentant le cadre d'emplois des sages-femmes ;
- M. Etienne Beaumont, personnalité qualifiée.

Par arrêté n° 1015 MFR du 23 mars 2001.— L'association Taatiraa Huma Tahiti Iti représentée par son président M. Gérald Lucas, dont le siège est à Afaahiti, P.K. 1, côté mer, est autorisée à organiser une tombola au capital d'émission de 3.000.000 F CFP, composé de 30.000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 30 juin 2001 au centre "Ueue Te Aroha" situé au siège de l'association à Afaahiti.

Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Le produit de la tombola est intégralement et exclusivement affecté au programme d'actions de l'association pour l'an 2001 en faveur des handicapés de la presqu'île.

Les lots sont les suivants :

1er lot : 1 A/R PPT-Los Angeles (acheté)	60.000 F CFP
2e lot : 1 téléviseur (acheté)	29.000 F CFP
3e lot : 1 robot ménager (acheté)	14.000 F CFP
4e lot : 1 cafetière électrique (achetée)	7.000 F CFP
5e lot : 1 fer à repasser (acheté)	6.000 F CFP
6e lot : 1 batteur mixeur (acheté)	5.000 F CFP
7e lot : 1 Discman (acheté)	5.000 F CFP
8e lot : 1 nacre gravée (achetée)	5.000 F CFP
9e lot : 1 sèche-cheveux (acheté)	2.900 F CFP
10e lot : 1 lampe (achetée)	2.900 F CFP

Montant total des lots : 136.800 F CFP (tous achetés).

Le quart du montant total des lots, soit la somme de 34.200 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire avant toute impression de billet de tombola. Le solde, soit la somme de 102.600 F CFP, doit être versé à la paierie du territoire au plus tard 10 jours avant le tirage, c'est-à-dire le mercredi 20 juin 2001.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT
ET DES AUTRES CIRCONSCRIPTIONS
PORTUAIRES**

Par arrêté n° 936 MEQ du 20 mars 2001.— Est déconsignée et versée sur le compte bancaire de M. Raureni Taufa, une partie de l'indemnité d'expropriation relative à la terre Tangaroamatahara, conformément au tableau ci-après :

Nom de la terre	Nom du bénéficiaire	Indemnités à déconsigner en F CFP
Tangaroamatahara	Héritiers de Mme Tekava a Tereani : 1 - M. Raureni Taufa	3.144

Par arrêté n° 970 MEQ du 21 mars 2001.— Sont déconsignées et versées sur le compte bancaire des bénéficiaires indiqués au tableau ci-après, les indemnités relatives aux parcelles de terre cadastrées sous les références H435 (plan 7), H433 (plan 8) et H431 (plan 9) nécessaires à l'aménagement de la route de la vallée de Hamuta dans la commune de Pirae (en F CFP) :

N° de plan	Commune de Pirae		Propriétaires	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner
	Cadastre	Surface en m2			
7	H435	102 1	M. Michel Tauraa	1.396.400	172.400
8	H433	33 1	M. Villierme Edouard Teriehina Paul	568.800	160.800
9	H431	37	M. Teupootahiti Emilio Herman Orchena	508.400	64.400

Par arrêté n° 999 MEQ du 22 mars 2001.— Une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Hauverovero, lot 1, nécessaire aux travaux d'aménagement de la route d'accès aux abattoirs territoriaux dans la commune de Papara est déconsignée et versée sur le compte bancaire des bénéficiaires, conformément au tableau ci-après (en F CFP) :

N° de plan	Nom de la terre et superficie	Noms des propriétaires	Indemnités consignées	Indemnités à déconsigner
6	Hauverovero lot 1 1.581 m2	Succession de Mme Catherine Hareuta : - Mme Avelina Hamblin épouse Roopinia, mandataire de M. Samuel Hamblin - Mme Yvette Hamblin épouse Taurei	2.371.500	9.881 9.881

**MINISTRE DE LA SANTE
ET DE LA RECHERCHE**

Par arrêté n° 983 MSR du 22 mars 2001.— M. Resche Sylvain est désigné pour assurer les fonctions de chef de la circonscription médicale des Marquises Sud par intérim, du 19 au 25 février 2001 inclus, en l'absence de M. Alain Giudice, bénéficiaire d'un congé annuel.

M. Resche Sylvain percevra au *pro rata temporis*, l'indemnité de sujétion allouée aux chefs de services et aux administrateurs des circonscriptions territoriales.

MINISTRE DE LA PECHE

ARRETE n° 986 MPE du 22 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 88 MMA du 10 janvier 2001 portant délégation de signature au profit de Mlle Caroline Chung, chef du service de la navigation et des affaires maritimes.

Le ministre de la pêche,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de la mer et de l'artisanat, modifié par l'arrêté n° 431 PR du 6 mars 2001 ;

Vu la délibération n° 85-1004 AT du 10 janvier 1985 portant création du service de la navigation et des affaires maritimes ;

Vu l'arrêté n° 88 MMA du 10 janvier 2001 portant délégation de signature au profit de Mlle Caroline Chung, chef du service de la navigation et des affaires maritimes,

Arrête :

Article 1er.— Dans l'arrêté n° 88 MMA du 10 janvier 2001 susvisé, les termes : "ministre de la mer et de l'artisanat" sont remplacés par les termes : "ministre de la pêche".

Art. 2.— Le chef du service de la navigation et des affaires maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2001.
Llewellyn TEMATAHOTOA.

ARRETE n° 987 MPE du 22 mars 2001 modifiant l'arrêté n° 445 MMA du 1er février 2000 portant délégation de signature du ministre de la mer et de l'artisanat à M. Guy Besnard, chef du service des ressources marines.

Le ministre de la pêche,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de la mer et de l'artisanat, modifié par l'arrêté n° 431 PR du 6 mars 2001 ;

Vu l'arrêté n° 445 MMA du 1er février 2000 portant délégation de signature du ministre de la mer et de l'artisanat à M. Guy Besnard, chef du service des ressources marines,

Arrête :

Article 1er.— Dans les visas de l'arrêté n° 445 MMA du 1er février 2000 susvisé, le visa de l'arrêté n° 612 CM du 30 mai 1990 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement et le programme de formation du Centre des métiers de la nacre et de la perliculture est supprimé.

Art. 2.— A l'article 1er de l'arrêté n° 445 MMA du 1er février 2000 susvisé, les termes : "ministre de la mer et de l'artisanat" sont remplacés par les termes : "ministre de la pêche".

Art. 3.— Le chef du service des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 mars 2001.
Llewellyn TEMATAHOTOA.

ARRETE n° 1014 MPE du 23 mars 2001 portant délégation de signature du ministre de la pêche.

Le ministre de la pêche,

Vu la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 complétant la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, complété par l'arrêté n° 444 PR du 9 juin 1998 et l'arrêté n° 428 PR du 6 mars 2001 portant nomination de membres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 PR du 11 juin 1998 relatif aux attributions du ministre de la mer et de l'artisanat, modifié par l'arrêté n° 431 PR du 6 mars 2001 ;

Vu la délibération n° 95-129 AT du 24 août 1995 modifiée portant création de cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement et fixant les conditions de recrutement, de rémunération et le régime indemnitaire des membres de cabinet ;

Vu l'arrêté n° 633 PR du 13 juillet 1998 portant nomination de Mme Rosine Hoïore épouse Brodien en qualité de chef de cabinet auprès du ministre de la mer et de l'artisanat ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à Mme Rosine Brodien, chef de cabinet, à l'effet de signer au nom du ministre de la pêche, dans la limite de ses attributions, tous actes ou correspondances nécessaires à l'exécution des instructions du ministre, et plus particulièrement :

1.1. Tous actes, correspondances et bordereaux de transmission relatifs à la gestion des services relevant de l'autorité ou de la tutelle du ministre adressés aux services territoriaux, aux autres administrations, aux usagers et aux organismes privés.

1.2. Les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire des chefs de service placés sous l'autorité du ministre.

1.3. Mme Rosine Brodien reçoit délégation de signature pour certifier le caractère exécutoire des actes pris par le ministre de la pêche, en application des dispositions de l'arrêté n° 199 PR du 21 mai 1997 modifié.

Art. 2.— Délégation de signature est donnée à Mme Rosine Brodien, chef de cabinet, à l'effet de procéder aux actes de gestion ci-après du personnel du cabinet du ministère de la pêche :

- congés de toute nature à passer en Polynésie française ;
- déplacements à l'intérieur de la Polynésie française ;
- certificats et attestations prévus par la réglementation sociale et du travail.

Mme Rosine Brodien reçoit également délégation de signature à l'effet de procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses sur les crédits budgétaires affectés au cabinet du ministère.

Art. 3.— L'arrêté n° 4449 MMA du 13 juillet 1998 portant délégation de signature du ministre de la mer et de l'artisanat est abrogé.

Art. 4.— Le chef de cabinet du ministre de la pêche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 mars 2001.
Llewellyn TEMATAHOTOA.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 948 MEN du 20 mars 2001 autorisant la société Total Polynésie à installer et exploiter une station-service et marine (établissement de 1^{re} classe des installations classées, commune de Uturoa).

Le ministre de l'environnement, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Arrête :

Article 1^{er}.— La société Total Polynésie est autorisée à installer et exploiter la station-service et marine, située sur une parcelle du domaine public, section AE d'une surface de 1.568 mètres carrés, commune de Uturoa.

Equipements et caractéristiques

Art. 2.— L'établissement qui relève de la 1^{re} classe de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, comprend les équipements suivants :

- un dépôt enterré de liquides inflammables (rubrique 130) comprenant :
 - 3 cuves double enveloppe de 15.000 litres de gazole ou super sans plomb ;
- une aire de distribution (rubrique 132) composée de :
 - 2 distributeurs multiproduits ;
 - 1 distributeur pour le mélange ;
- un dépôt de gaz combustible liquéfié (rubrique 112-2-b) comportant :
 - 80 bouteilles de 13 kilogrammes ;
- une boutique ainsi qu'une réserve.

Dispositions concernant les cuves enterrées

Construction

Art. 3.— Les fosses et les dalles qui les couvrent sont étanches et construites en matériaux pouvant résister aux charges et poussées qu'elles sont appelées à supporter. Les

dalles sont incombustibles et les ouvertures sont fermées par des tampons étanches.

Art. 4.— Les réservoirs métalliques à double paroi répondent aux conditions suivantes :

- ils sont conformes à la norme NF M 88-513 ;
- l'espace compris entre les deux parois est rempli d'un fluide témoin non corrosif et non toxique ;
- ils sont équipés d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite du fluide témoin survenant soit vers l'intérieur, soit vers l'extérieur du réservoir.

En cas de fuite, ce dispositif doit déclencher automatiquement une alarme optique et acoustique judicieusement placée.

Lorsque le dispositif d'alarme fonctionne, toutes les dispositions sont prises par l'utilisateur pour contrôler dans les meilleurs délais l'état du réservoir.

Art. 5.— Les canalisations sont métalliques. Elles sont installées à l'abri des chocs et donnent toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou physico-chimiques (sont interdits les tubes formés ou soudés par forgeage).

Art. 6.— Toutes les précautions sont prises pour protéger les réservoirs, accessoires et canalisations de la corrosion interne ou externe.

Art. 7.— Les réservoirs sont réputés avoir subi avec succès une épreuve hydraulique de la part du constructeur. L'étanchéité des réservoirs, raccords, joints, tampons et canalisations est vérifiée, sous la responsabilité de l'installateur, avant la mise en service de toute l'installation et avant le remblayage éventuel, sous une pression pneumatique de 300 millibars.

Installations et équipements

Art. 8.— Les réservoirs sont maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent remonter sous l'effet de la poussée des eaux ou sous celle des matériaux de remblayage par suite de trépidations.

En aucun cas, une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation) ne doit se trouver au-dessous d'un réservoir enterré.

Les parois des différents réservoirs enfouis sont distantes d'au moins 0,20 mètre.

Aucun stockage de matières combustibles ne doit se trouver au-dessus d'un réservoir enterré.

Tout passage de véhicules ou stockage de matériaux divers au-dessus du dépôt est interdit à moins que les réservoirs ne soient protégés par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

Art. 9.— Les parois des réservoirs enfouis sont flanquées d'une couche de terre bien pilonnée d'une épaisseur minimale de 0,50 mètre à la partie supérieure du corps du réservoir et de 1 mètre au niveau du plan diamétral horizontal.

Art. 10.— Il est interdit de procéder au déblayage d'une fosse ou d'une excavation et de descendre dans cette fosse ou cette excavation sans en avoir renouvelé complètement

l'atmosphère par une ventilation énergique et sans avoir contrôlé cette atmosphère à l'explosimètre.

La ventilation est maintenue pendant toute la durée du séjour.

Art. 11.— Les réservoirs sont reliés au sol par une prise de terre de large surface, présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

Par ailleurs, toutes les installations métalliques du dépôt sont reliées par une liaison équipotentielle.

Art. 12.— Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

Le tube de ce jaugeage est normalement fermé à sa partie supérieure par un tampon hermétique qui n'est ouvert que pour le jaugeage ; cette opération est interdite pendant l'approvisionnement du réservoir.

Pour les liquides inflammables de première catégorie, l'orifice du jaugeage par "pige" ne doit pas déboucher dans les locaux habités ou occupés.

Art. 13.— Les canalisations de remplissage ou de soutirage des réservoirs, même enterrées dans le sol, sont placées dans des gaines, tranchées ou caniveaux qui sont remplis de produits inertes et tamisés.

Art. 14.— Chaque orifice de canalisation de remplissage est équipé d'un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques édictées par l'Association française de normalisation correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

L'orifice de chacune des canalisations de remplissage est fermé, en dehors des opérations d'approvisionnement, par un obturateur étanche.

La canalisation de remplissage ne peut desservir qu'un seul réservoir et doit plonger jusqu'à proximité du fond de celui-ci.

Il est mentionné de façon apparente, sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, des indications permettant d'identifier le produit contenu dans le réservoir d'où est issue cette canalisation.

La canalisation de remplissage est à pente descendante vers le réservoir sans aucun point bas. Si les conditions d'installation du réservoir font que cette prescription ne peut être observée, toutes dispositions matérielles sont prises pour éviter l'écoulement du produit par la bouche de remplissage.

L'emploi d'oxygène ou d'air comprimé pour assurer par contact direct la circulation des liquides inflammables de 1re ou 2e catégorie ou des fuels lourds est interdit.

Toute canalisation de liaison est interdite entre les réservoirs.

Art. 15.— Chaque réservoir est équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des canalisations de remplissage et ne comportant ni robinet ni obturateur. Ces tubes sont fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du

niveau maximal de liquide emmagasiné. Ils ont une direction ascendante et comportent un minimum de coudes.

Les orifices des tubes sont munis d'un grillage, évitant la propagation de la flamme, et sont protégés contre la pluie. Ils débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison, à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale de 3 mètres de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux habités ou occupés.

Les gaz et vapeurs évacués par l'évent ne doivent pas gêner les tiers par les odeurs.

Art. 16.— Aucune canalisation, notamment d'alimentation en eau et d'évacuation d'eaux usées, de gaz ou d'électricité ne doit passer à une distance des réservoirs inférieure à 0,50 mètre comptée en projection sur le plan horizontal.

Seuls sont autorisés, y compris à l'intérieur des réservoirs, les matériels électriques de sûreté.

Art. 17.— L'efficacité du dispositif de contrôle permettant de déceler toute fuite du fluide témoin des réservoirs à double paroi est vérifiée au moins une fois par an par une personne compétente.

Les dates de ces contrôles ainsi que les observations les concernant sont portées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 18.— Toute opération de remplissage est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Implantation des dépôts

Art. 19.— Les parois des réservoirs enterrés de liquides inflammables de 1re catégorie sont situées à une distance horizontale minimale de 2 mètres des fondations de tout immeuble habité ou occupé.

De plus, autour des réservoirs enfouis, une zone d'isolement entièrement libre est constituée jusqu'à une distance minimale de 2 mètres de leurs parois.

Art. 20.— Les parois des réservoirs enterrés de liquides inflammables et les bouches de remplissage de ces réservoirs sont situées à une distance minimale de 2 mètres de la partie carrossable d'une voie publique et de la limite de propriété.

Art. 21.— Les parois des réservoirs enterrés se trouvent à plus de 6 mètres et les bouches de remplissage et l'extrémité du tube d'évent à plus de 10 mètres des issues de tout établissement recevant du public de 1re, 2e, 3e et 4e catégorie.

Autres dispositions

Art. 22.— La conformité de l'ensemble de l'installation aux présentes règles est attestée par un certificat de l'installateur.

L'essai d'étanchéité de l'ensemble de l'installation fait l'objet d'un procès-verbal signé conjointement par l'installateur et l'exploitant. La date, les conditions et les résultats de cet essai sont mentionnés sur le procès-verbal.

Le certificat de conformité de l'installateur, le certificat d'épreuve du constructeur ou de l'expert, le procès-verbal d'essai et les copies d'agrément du matériel électrique sont transmis à l'inspection des établissements classés avant la mise en service de l'installation.

Art. 23.— Trois extincteurs au moins, homologués NF-MIH 55 B du type B, sont installés.

Ces extincteurs sont maintenus constamment en bon état de fonctionnement et placés en des endroits différents, facilement accessibles et judicieusement choisis.

De plus, le dépôt est pourvu de sable en quantité suffisante, maintenu à l'état meuble et sec, et de pelles pour répandre ce sable sur les fuites et égouttures accidentelles.

Art. 24.— L'exploitation et l'entretien du dépôt sont assurés par un préposé responsable. Une consigne écrite indique les modalités d'entretien, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident.

Elle précise également les précautions à prendre lors du déblayage d'une fosse ou d'une fouille.

Dispositions concernant la distribution

Les appareils de distribution

Art. 25.— L'habillage des parties des appareils de distribution où interviennent les liquides inflammables est en matériaux de catégorie M0 ou M1.

Les parties intérieures de la carrosserie des appareils sont ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

Art. 26.— Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Art. 27.— L'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Art. 28.— Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF T 47-255. Ils sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés dès dysfonctionnement.

Art. 29.— Les robinets de distribution sont munis d'un dispositif automatique commandant l'arrêt total du débit lorsque le récepteur est plein.

Prévention de la pollution des eaux

Art. 30.— L'aire de distribution est étanche aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

Les liquides ainsi collectés doivent, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures.

Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de la surface considérée, sans entraînement de liquides inflammables.

En cas de dysfonctionnement de ce dernier, un dispositif de fermeture efficace permet d'empêcher tout rejet dans le milieu naturel.

Art. 31.— Les rejets provenant de l'aire de distribution présentent une concentration en hydrocarbures inférieure à 20 milligrammes par litre (norme NFT 90.203) ainsi qu'une DCO inférieure à 120 milligrammes par litres (norme NF T 90.101).

Afin d'en vérifier la conformité, un autocontrôle de la qualité des rejets en sortie du dispositif de traitement est effectué par l'exploitant au moins une fois par an. Les résultats d'analyses sont adressés à l'inspection des installations classées.

Art. 32.— Un dispositif de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides tels que les eaux de lavage, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de distribution.

Ce dispositif est nettoyé aussi souvent que cela s'avère nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.

Art. 33.— Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle, les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur sont situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution.

Implantation des appareils de distribution

Art. 34.— Les distances minimales d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir des parois d'appareils de distribution, sont observées :

- 15 mètres des issues d'un établissement recevant du public de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e catégorie ;
- 10 mètres d'un immeuble habité ou occupé par des tiers, ou d'un établissement présentant des risques d'incendie ;
- 5 mètres des issues et ouvertures de la boutique, distance ramenée à 2 mètres dans le cas des appareils de distribution de carburant "2 temps" ;
- 5 mètres des limites de la voie publique et des limites de l'établissement, distance pouvant être ramenée à 1,5 mètre sur un seul côté lorsque la limite est constituée par un mur coupe-feu de degré 2 heures ;
- 4 mètres des événements des réservoirs d'hydrocarbures.

Prescriptions de sécurité

Art. 35.— L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en particulier :

- pour chaque flot de distribution : un extincteur homologué 233 B ;
- pour l'aire de distribution : un bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible, avec pelle et couvercle, ainsi qu'une couverture spéciale anti-feu ;
- à proximité des bouches d'emplissage des réservoirs : un bac de 100 litres d'agent fixant ou neutralisant incombustible avec pelle et couvercle ;
- pour chaque local technique : un extincteur homologué 233 B ;

- pour le tableau électrique : un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- un poteau d'incendie normalisé de 100 millimètres, branché sur une conduite de 100 millimètres, assurant un débit de 17 litres par seconde, sous une pression minimale de 1 bar, à une distance réelle n'excédant pas 200 mètres des accès principaux.

Le matériel d'extinction est vérifié au moins une fois l'an. La date de contrôle est enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

Le personnel est initié à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et entraîné régulièrement à cette lutte.

Art. 36.— L'installation est pourvue en produits absorbants appropriés disponibles à proximité immédiate de la zone de ravitaillement afin de parer à tout déversement accidentel dans le milieu marin. Cette réserve comprend :

- 20 mètres de barrage absorbant ;
- 15 mètres de serpillière absorbante pour la récupération de produit en surface ;
- 200 buvards absorbants pour la récupération du produit à proximité de l'enrochement ;
- 10 litres de dispersant V.D.C. plus pour traiter les irisations des rochers ou espaces confinés.

Art. 37.— Les prescriptions à observer par l'utilisateur sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes et ce, au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concernent notamment l'interdiction de fumer et d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

Art. 38.— Les installations électriques répondent à la norme NF C 15-100 et font l'objet d'une attestation délivrée à l'exploitant par le constructeur ou l'entrepreneur.

Art. 39.— Les installations électriques sont entretenues en bon état et sont périodiquement contrôlées par un professionnel agréé. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Art. 40.— Des dispositifs permettant, en cas de besoin, de mettre hors tension l'installation électrique sont prévus. Ils sont placés à un endroit facilement accessible par le personnel responsable et signalés par des étiquettes.

Dispositions concernant le dépôt de bouteilles de gaz

Art. 41.— Les bouteilles sont stockées, soit debout, soit couchées, sur un emplacement réservé uniquement à cet usage.

Cet emplacement est suffisamment dégagé pour que l'on puisse y accéder facilement. Il ne doit condamner ni porte, ni fenêtre, ni passage de personne et de véhicule.

Le sol de l'emplacement du dépôt est incombustible, horizontal et situé à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant.

Art. 42.— Le dépôt est maintenu en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et en général tout déchet combustible.

Art. 43.— Il est interdit de se livrer à l'entretien, à la réparation, à la vidange ou au remplissage des bouteilles au niveau du dépôt.

On doit s'assurer avant la mise en dépôt que les bouteilles ne fuient pas. Toute bouteille défectueuse est aussitôt évacuée vers une zone adaptée à son traitement.

Art. 44.— Les bouteilles ne sont placées dans des conditions où elles risqueraient d'être portées à une température dépassant 50 °C.

Art. 45.— La protection du dépôt contre l'incendie est assurée par un extincteur à poudre portatif, homologué NF MIH type 55 B, de capacité minimale 4 kilogrammes.

Ce matériel est contrôlé au moins une fois l'an. La date de contrôle est enregistrée sur une étiquette fixée à l'appareil.

Art. 46.— Les parois des récipients mobiles sont distantes d'au moins 3 mètres en projection sur le plan horizontal, vis-à-vis :

- des propriétés appartenant à des tiers ;
- de la voie publique ;
- des ouvertures des locaux habités ou occupés par des tiers ;
- des ouvertures de tout local contenant des foyers ou autres feux nus ;
- de tout dépôt de matières combustibles.

La distance d'isolement est portée à 4 mètres vis-à-vis des cuves enterrées et des appareils distributeurs de matières inflammables.

Ces distances ne sont pas exigées si, entre ces emplacements et le stockage, est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré une heure et dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage sans être inférieure à 2 mètres. La longueur de ce mur est telle que les distances prévues à l'article précédent sont toujours respectées en le contournant.

Prescriptions générales

Art. 47.— L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits suspects ou vibrations gênantes pour l'environnement.

En particulier, tout moteur, tout transformateur, tout appareil mécanique, ventilateur, transmission, machine, etc., est installé et aménagé de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations anormales.

L'inspection des installations classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Art. 48.— Le bruit, exprimé en dB (A) et mesuré en tout point de la limite de propriété, ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Zone : Zone résidentielle urbaine.

Jour : 60.

Périodes intermédiaires : 55.

Nuit : 50.

Période de jour :

- jours ouvrables : de 7 heures à 20 heures.

Périodes intermédiaires :

- jours ouvrables : de 6 heures à 7 heures et de 20 heures à 22 heures ;
- dimanches et jours fériés : de 6 heures à 22 heures.

Période de nuit :

- tous les jours : de 22 heures à 6 heures.

Emergence autorisée : 3 dB (A).

Art. 49.— Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières odorantes, toxiques ou corrosives, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Art. 50.— Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Art. 51.— La présente autorisation ne vaut pas permis de travaux immobiliers (permis de construire) ou d'occupation du domaine public.

Elle devient caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

Art. 52.— Des prescriptions complémentaires peuvent à tout moment être imposées à l'exploitant dans les conditions fixées par le code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 53.— L'inspection des installations classées est chargée du contrôle de l'installation autorisée.

Art. 54.— La déléguée à l'environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à l'intéressée.

Fait à Papeete, le 20 mars 2001.

Lucie LUCAS.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 939 MTR du 20 mars 2001.— Les dispositions de l'arrêté n° 591 MTR du 19 février 2001 portant attribution de quatre licences de transport touristique sur l'île de Nuku Hiva à la société hôtelière "Keikahanui Nuku Hiva Pearl Cottages", sont modifiées comme suit :

Remplacer les mots : "Keikahanui Nuku Hiva Pearl Cottages" par les mots : "Keikahanui Nuku Hiva Pearl Lodge".

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 1002 MTR du 22 mars 2001.— La licence n° 01 C 18 MQ est attribuée à M. Huveke Marcel, né le 25 septembre 1954 à Taiohae (Nuku Hiva, Marquises), pour la mise en exploitation d'un véhicule tout-terrain.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETE n° 14-2001 APF/SG du 23 mars 2001 portant complément à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1356 PR du 8 mars 2001 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1371 PR du 14 mars 2001 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1374 PR du 15 mars 2001 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 13-2001 APF/SG du 16 mars 2001 modifiant et complétant l'arrêté n° 12-2001 APF/SG du 12 mars 2001 portant ouverture de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1398 PR du 21 mars 2001 de M. le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'ordre du jour de la session extraordinaire de l'assemblée de la Polynésie française ouverte à compter du jeudi 29 mars 2001 à 9 heures est complété comme suit :

- projet de délibération portant transformation de l'Agence tahitienne de presse en établissement public à caractère industriel et commercial.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 mars 2001.
Justin ARAPARI.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

RECOMMANDATION n° 01-1 du 13 mars 2001 du Conseil supérieur de l'audiovisuel à l'ensemble des services de radio et de télévision en Polynésie française, en vue des élections du 6 mai 2001 pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française.

Vu la loi n° 86-1087 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, et notamment ses articles 1er, 13, 14 et 16 ;

Vu la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 85-1337 du 18 décembre 1985 modifiant et complétant la loi du 21 octobre 1952 susvisée ;

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2000-350 du 19 avril 2000 portant actualisation et adaptation du droit électoral applicable outre-mer ;

Vu la loi organique n° 2001-40 du 15 janvier 2001 destinée à améliorer l'équité des élections à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2001-160 du 20 février 2001 fixant la date des élections pour le renouvellement de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le code électoral ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel adresse à l'ensemble des services de radio et de télévision en Polynésie française la recommandation suivante qui s'applique à compter de la date d'ouverture de la campagne électorale, le 30 mars 2001.

I - Actualité liée à l'élection

- 1° Lorsqu'il est traité d'une circonscription électorale donnée les services de télévision et de radio veillent à ce que les listes de candidats, les personnalités qui les soutiennent bénéficient d'une présentation et d'un accès équitables à l'antenne, en rendant compte de toutes les listes.
- 2° Lorsque le traitement de cette élection dépasse le cadre d'une circonscription, les services de télévision et de radio veillent à ce que les différentes forces politiques présentant une ou des listes bénéficient d'une présentation et d'un accès équitables à l'antenne.

- 3° Les compte-rendus, commentaires et présentation auxquels donnent lieu ces élections doivent être exposés par les rédactions avec un souci constant d'équilibre et d'honnêteté. Les rédactions veillent à ce que le choix des extraits des déclarations et écrits des candidats ainsi que les commentaires auxquels ils peuvent donner lieu n'en dénaturent pas le sens général.
- 4° En ce qui concerne les magazines ou émissions spéciales, le conseil demande aux services d'être attentifs à leur politique d'invitation afin que soient respectés les principes mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.
- 5° Dans les émissions du programme autres que celles d'information, le conseil considère qu'il y a lieu d'éviter les interventions liées à l'élection si les principes mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus ne peuvent être respectés.
- 6° L'équité doit être réalisée dans les programmes en tahitien d'une part, dans les programmes en français d'autre part.
- 7° Les principes définis dans la présente recommandation s'appliquent à l'ensemble du programme diffusé, y compris aux éléments de programme qui peuvent émaner d'autres services de communication audiovisuelle. Il convient donc de porter une attention particulière à ces reprises de programmes.

II - Actualité non liée à l'élection

- 1° En ce qui concerne la couverture de l'actualité nationale ou internationale non liée à l'élection, les services de radio et de télévision doivent respecter un équilibre entre le temps d'intervention des membres du gouvernement, celui des personnalités appartenant à la majorité parlementaire et celui des personnalités appartenant à l'opposition parlementaire et leur assurer des conditions de programmation comparables. En outre, les éditeurs doivent veiller à assurer un temps d'intervention équitable aux personnalités appartenant à des formations politiques non représentées au Parlement.
- 2° En ce qui concerne la couverture de l'actualité locale non liée à l'élection, les services de radio et de télévision doivent respecter un équilibre entre le temps d'intervention des membres du gouvernement de la Polynésie française, celui des personnalités appartenant à la majorité de l'assemblée de la Polynésie française et celui des personnalités appartenant à l'opposition de l'assemblée de la Polynésie française et leur assurer des conditions de programmation comparables. En outre, les éditeurs doivent veiller à assurer un temps d'intervention équitable aux personnalités appartenant à des formations politiques non représentées à l'assemblée de la Polynésie française.
- 3° Pour l'actualité non liée aux électeurs, le conseil considère qu'il est préférable de ne pas inviter de candidats, sauf en cas d'impératif de l'actualité.

III - Autres obligations

1° Transmission d'éléments d'information au conseil

Les services de radio et de télévision doivent pouvoir fournir au conseil, à sa demande, tous les éléments d'information nécessaires à l'instruction des saisines qui pourraient lui être adressées, notamment des relevés de temps de parole de personnalités politiques et des bandes sonores ou visuelles des diverses émissions concernant la campagne électorale.

2° Obligations particulières

- Jusqu'à la date d'ouverture de la campagne électorale officielle, les collaborateurs de l'ensemble des services de télévision et de radiodiffusion sonore qui seraient candidats veillent à ce que leurs éventuelles interventions à l'antenne ou à l'écran ne puissent avoir aucune incidence électorale de nature à porter atteinte à l'égalité des candidats devant les moyens de propagande et donc à la sincérité du scrutin.

Ces mêmes collaborateurs s'abstiennent de paraître à l'antenne ou de s'exprimer sur les ondes dans l'exercice de leur fonction à compter de l'ouverture de la campagne officielle et jusqu'au dimanche 6 mai 2001.

- Les services de communication audiovisuelle veilleront à ce que l'utilisation qui pourrait être faite d'archives audiovisuelles comportant des images ou paroles de personnalités de la vie publique :
 - ne donne pas lieu à des montages ou utilisations susceptibles de déformer le sens initial du document ;
 - soit systématiquement assortie de leur source et de leur date.
- Les principes dégagés par la jurisprudence du juge de l'élection doivent être scrupuleusement respectés.

En particulier, la diffusion de propos diffamatoires, mensongers, injurieux ou apportant des éléments nouveaux de polémique électorale à une date ou dans des conditions rendant une réponse impossible ou inopérante est de nature à fausser la sincérité du scrutin et partant, à entraîner son annulation. En ce qui concerne les radios d'opinion, on rappellera qu'un soutien massif et exclusif à une liste ou un candidat qui s'analyserait comme la mise à disposition d'un temps d'antenne à des fins de propagande électorale, pourrait être de nature à fausser la sincérité du scrutin et donc entraîner son annulation. Au surplus, les sommes correspondantes à la réalisation des émissions pourraient être regardées comme des dépenses électorales et à ce titre intégrées dans le compte de campagne du candidat.

IV - Dispositions diverses

- L'article 14 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée interdit les émissions publicitaires radiodiffusées ou télévisées à caractère politique.
- Conformément à l'article L. 48, alinéa 2 du code électoral, à partir de la veille du scrutin à 0 heure, il est interdit de diffuser ou de faire diffuser, par tout moyen de communication audiovisuelle, tout message ayant le caractère de propagande électorale.
- Conformément à l'article 11 de la loi du 19 juillet 1977 modifiée relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion, la diffusion et le commentaire de tout sondage ayant un rapport direct ou indirect avec une élection sont interdits par quelque moyen que ce soit pendant la semaine qui précède le scrutin ainsi que pendant le déroulement de celui-ci.

- Les services de communication audiovisuelle ont l'obligation de mettre en œuvre, le cas échéant, le droit de réponse institué par l'article 6 de la loi du 29 juillet 1982, maintenu en vigueur par la loi du 30 septembre 1986 modifiée susvisée.

La présente recommandation sera publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 13 mars 2001.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Le président,

Dominique BAUDIS.

ARRETE MINISTERIEL du 15 février 2001 fixant le nombre de promotions à réaliser en 2000 pour les gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 15 février 2001, le nombre de promotions au grade de brigadier de police à réaliser en 2000 pour les gardiens de la paix du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est fixé à deux.

DECISIONS du 6 février 2001 portant retrait d'agrément d'association de financement d'un parti ou d'une organisation politique.

Par décisions de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques en date du 6 février 2001 :

L'agrément de l'association de financement du Pupu Here Aï'a Te Nuna'a Ia Ora exerçant ses activités à l'intérieur du territoire de la Polynésie française, dont le siège social était à l'angle de la rue des Remparts et de la rue des Ecoles, à Papeete (Tahiti), est retiré.

CONVENTION de financement n° 24-01 du 13 mars 2001.

Entre :

- Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, représentant de l'Etat et président du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation,

Et :

- La commune de Mahina, représentée par son maire, M. Emile Vernaudo,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat et le Fonds intercommunal de péréquation apportent leur soutien financier à la commune de Mahina pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un lot d'habillement pour les sapeurs-pompier", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition des vêtements de protection individuelle comprenant des vestes SPF1 Kermel, des pantalons SPF1 Kermel, des rangers SPF1 et des ceinturons feu, dont le coût total est estimé à 82.453,80 FF, soit 1.500.000 F CFP ou 12.570 €.

Art. 3.— Plan de financement

- Commune de Mahina	24.736,14 FF soit 450.000 F CFP ou 3.771 €
- Etat (20 %)	16.490,76 FF soit 300.000 F CFP ou 2.514 €
- F.I.P. (50 %)	41.226,90 FF soit 750.000 F CFP ou 6.285 €

CONVENTION de financement n° 25-01 du 15 mars 2001.

Entre :

- Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, représentant de l'Etat et président du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation,

Et :

- La commune de Punaauia, représentée par son maire, M. Jacques Vii,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales**Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat et le Fonds intercommunal de péréquation apportent leur soutien financier à la commune de Punaauia pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un véhicule de secours routiers", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition d'un véhicule de secours routiers équipé selon la norme NF 61 527 et destiné au service de secours de la commune, dont le coût total est estimé à 989.445,54 FF, soit 18.000.000 F CFP ou 150.840 €.

Art. 3.— Plan de financement

- Commune de Punaauia	296.833,66 FF soit 5.400.000 F CFP ou 45.252 €
- Etat (20 %)	197.889,11 FF soit 3.600.000 F CFP ou 30.168 €
- F.I.P. (50 %)	494.722,77 FF soit 9.000.000 F CFP ou 75.420 €

CONVENTION de financement n° 26-01 du 15 mars 2001.

Entre :

- Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, représentant de l'Etat et président du comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation,

Et :

- La commune de Hitiaa O Te Ra, représentée par son maire, M. Henri Flohr,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales**Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat et le Fonds intercommunal de péréquation apportent leur soutien financier à la commune de Hitiaa O Te Ra pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition de matériels de désincarcération", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition d'une remorque de secours routier équipée de matériels de désincarcération, destinée au service de secours de la commune, dont le coût total est estimé à 292.991,31 FF, soit 5.330.100 F CFP ou 44.666,24 €.

Art. 3.— Plan de financement

- Commune de Hitiaa O Te Ra	100.599,13 FF soit 1.830.100 F CFP ou 15.336,24 €
- Etat (18,76 %)	54.969,20 FF soit 1.000.000 F CFP ou 8.380,00 €
- F.I.P. (46,90 %)	137.422,99 FF soit 2.500.000 F CFP ou 20.950,00 €

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

SERVICE DE L'URBANISME

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER POUR LE MOIS DE FEVRIER 2001

COMMUNE DE ARUE

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 00-2428-1 MAA.AU, M. Warren Bernière, parcelle A, plan de partage, lot 7, terre Vaipoopoo au P.K. 5,500, côté montagne, terrassement ;

N° 00-2891-1, S.C.I. Puna Hiti, parcelle cadastrée 7, section A (domaine Marcillac, lot 4) au P.K. 3,200, côté mer, 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 21 février 2001

N° 00-2998-1 MAA.AU, M. Kong Sang Chan Sin, parcelle cadastrée 70, section M (terre Atitevaea) au P.K. 6,500, côté montagne, rénovation d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 01-126-1 MAA.AU, Mme Taronia Matatoa, parcelle cadastrée 3, section P (terre Araitefaa, lot 2) au P.K. 5,400, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-220-1, Mme Odile Alphonsi, parcelle cadastrée 188, section R (lot 22, lotissement Moetarava), 1 maison d'habitation + garage ;

N° 01-221-1, M. Edwin Fougereousse, parcelle cadastrée 39, section O (terre Faateanoano) au P.K. 7,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-328-1, M. Pierre Temarii, parcelle cadastrée 205, section I (terre Avarii, lot 7a, lot 7), terrassement et 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 00-3016-1 MAA.AU, Mlle Nina Amaru, parcelles cadastrées 817-884, section T.3 (domaine de Pamatai, lot 15 bis), 1 maison d'habitation ;

N° 00-3054-1, Mlle Ilma Van Bastolaer, parcelle cadastrée 102, section L (lot 5, terre Tapere 2) au P.K. 4, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-04-1, M. Adolphe Teuru, parcelle cadastrée 68, section I (terre Tefarii I), 1 maison d'habitation ;

N° 01-104-1, M. et Mme Francis Papa, parcelle cadastrée 34, section A (terre Tauaa) au P.K. 6,700, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 21 février 2001

N° 00-2445-1 MAA.AU, Mme Marguerite Teehu Elie Topa épouse Bredin, parcelle cadastrée 185, section D (terres Matiti 2 et Vairimu 2) au P.K. 5,500, cité de l'Air, 2 maisons d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 00-2301-2 MAA.AU, M. et Mme Cécile Tihoti Jubely, parcelle cadastrée 159, section R2 (lot 48, lotissement Tehapatoa), 1 maison d'habitation, 1 mur de parement et de soutènement ;

N° 00-2577-2, Consorts Laille, Loo, Constant, Vanbalou, parcelles cadastrées 265 à 270, section P.2 (terres Teonehee - Tutumaru) près du restaurant Teroma, 1 chemin d'accès ;

N° 01-185-1, M. Georges Mai, parcelles cadastrées 1045 et 1152, section S (terre Paarahue), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 00-2304-4 MAA.AU, M. Philippe Vedel, parcelle terre dénommée "Mere Elisa", terre Auae, terrassement, 1 ensemble immobilier (résidence Manutea) ;

N° 00-3005-6, S.C.I. Tetarii, parcelle cadastrée 134, section B (parcelle terres Pohatuhurihuri - Tetaporo et Tetapere), en face du magasin Cash Api, 3 bâtiments à usage d'entrepôts ;

N° 01-147-1, Mme Marianne Besnard, lot 9, domaine de Pamatai, 1 maison d'habitation, 1 piscine ;

N° 01-180-1, M. Pascal Thierry Frogier, parcelle cadastrée 1309, section T.1 (terre Avae, parcelle B, terre dénommée "Mere Elisa"), Auae, près de R.F.O., 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 00-2821-1 MAA.AU, M. Sandy Moarii Vaiho, parcelle cadastrée 122, section AI (terre Ahune) à Papenoo, P.K. 17,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-212-1, Mlle Colette Teore Famibelle, parcelle cadastrée 42, section AB (terre Tepuna, lot 5) à Papenoo, P.K. 14,200, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 21 février 2001

N° 01-69-1 MAA.AU, Mme Chantal Mou épouse Tehei, parcelle terre Tepaeraaia à Hitiaa, P.K. 37,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-95-1, Mlle Brigitte Teinauri, parcelle terre Teraimauu à Hitiaa, P.K. 36,900, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-229-1, Mlle Marie-Joëlle Teriierooiterai, parcelle terre Tepaae 2 à Hitiaa, P.K. 38,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 00-3057-1 MAA.AU, Mlle Régina Tutururai, parcelle cadastrée 18, section AM (parcelle terre Tepihaa) à Tiarei, P.K. 25,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-90-1, Mme Elisabeth Domingo, parcelle terres Taharoa - Ninau - Haapuahonu à Tiarei, P.K. 29,600, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 01-166-1 MAA.AU, M. Hans Paari et Mlle Poerava Salem, parcelle terre Tehuaraau 1 à Hitiaa, P.K. 34,500, côté mer, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 01-148-1 MAA.AU, Mlle Agathe Toimata Opuu, parcelle cadastrée 30, section P (terre Mututorea ou Motutorea) au P.K. 10,500, vallée Tuauru, 1 maison d'habitation ;

N° 01-158-1, M. Benjamin Bremond, parcelle cadastrée 4, section P (terre Totia 3) au P.K. 10,500, vallée Tuauru, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 21 février 2001

N° 01-32-1 MAA.AU, Mme Dina Tuihani, parcelle cadastrée 109, section S (domaine Atima, lot 3) au P.K. 10,500, côté montagne, 1 maison d'habitation et 1 clôture ;

N° 01-194-1, M. Serge Carabasse et Mlle Moeani Gaëlle Jay, parcelle terre Maara au P.K. 8,900, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 00-321-5 MAA.AU, Mme Sonia Teaotea, parcelle cadastrée 51, section B (lots 5 et 6, terre Oututaata) au P.K. 9,500, côté mer, modification du salon de massage en annexe de la maison d'habitation.

Travaux autorisés le 26 février 2001

N° 01-124-1 MAA.AU, M. Elliott Sandford, parcelle cadastrée 19, section B (lot 1D, terre Teotea) près du cimetière communal, 1 mur de clôture mitoyen.

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 01-251-1 MAA.AU, M. Célestin Taufa, lot 57, lotissement Matavai au P.K. 10,800, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-252-1, M. Gérard Hoffmann, lot 59, lotissement Matavai, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 99-3318-2 MAA.AU, Mlle Rosalie Maiti, parcelle 77, terre Maiapara à Paopao, P.K. 9, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 00-76-2, M. François Arapari, parcelle terre Teataha à Papetoai, P.K. 22, route de l'école de Maatea, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 00-3023-1, M. Charles Voirin, lot 3, terre Tuaiva à Haapiti, Varari, 1 maison d'habitation ;

N° 00-3050-1, Mlle Justine You Sin, parcelle cadastrée 67, section PN (parcelle terre Vaiteupe) à Papetoai, P.K. 16,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 00-3051-1, Mlle Annette You Sin, parcelle cadastrée 66, section PN (parcelle terre Vaiteupe) à Papetoai, P.K. 16,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-33-1, M. Léon Taufa Jones, parcelle cadastrée 76, section CR (terre Honu lot 1B) à Teavaro, P.K. 0,200, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 21 février 2001

N° 00-2678-1 MAA.AU, Mme Betty Malarde, parcelle cadastrée 1, section AI (terre Patae) à Afareaitu, P.K. 6,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-35-1, M. Wilfred Tehei Tevero, parcelle cadastrée 39, section HT (terres Ahorotemoa et Tehiatæ) à Haapiti, P.K. 24, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-37-1, Mlle Simone Maihi, parcelle cadastrée 12, section AH (terre Paepaetero 1) à Afareaitu, P.K. 12, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 00-1330-3 MAA.AU, M. Ferdinand Orizon Gooding, lot 4, domaine "Xavier Matohi" à Haapiti, près du Tiki Village, 10 bungalows ;

N° 00-1926-5, M. Salvatore Mura, parcelle détachée lot D1 dépendant partage lot 2 domaine Tiahura à Haapiti près du Club Méd., 1 bâtiment à usage commercial ;

N° 00-2976-1, M. et Mme Bernard Girouille, lot 16, lotissement Bel Air à Teavaro, 1 "Fare potee".

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 00-1932-3 MAA.AU, S.C.I. Orovau, parcelle cadastrée 56, section EP (terre Orovau parcelle surplus) à Paopao, P.K. 5,800, modification d'implantation et de toiture d'un local commercial ;

N° 00-3058-1, Mme Ariane Domingo épouse Jonquille, lot B, parcelle 3, plan de partage, lot 2, terre Taitorea à Afareaitu, Maatea, P.K. 14,300, extension d'une maison d'habitation ;

N° 01-115-1, Mlle Marie-Louise Agnie, parcelle terre Vaipaere à Haapiti, 1 maison d'habitation ;

N° 01-281-1, M. François Iro, parcelle terre Taurinono à Teavaro, Teaharoa, P.K. 12, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 00-2774-4 MAA.AU, M. Roger Jeangérard, parcelle cadastrée 147, section AD (parcelle C, propriété Hoppenstedt) au P.K. 20,100, côté montagne, 1 bâtiment à usage de bureaux ;

N° 00-2830-1, Mme Ellen Faana, parcelle cadastrée 49, section AS (propriété Kennedy, lot 2) au P.K. 27,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-73-1, M. Ernest Utia, parcelle cadastrée 106, section AW (terre Puteaio dite aussi Putuaiho) au P.K. 21,900, vallée Orofero, 1 maison d'habitation ;

N° 01-161-1, Mme Marie-Louise Haana épouse Petit, parcelle cadastrée 66, section AW (terre Teonehuahua) au P.K. 22, Orofero, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 21 février 2001

N° 00-2865-1 MAA.AU, M. Léon Gooding Maraetefau, lot 2, terres Teruatetea au P.K. 19,900, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 00-2933-4 MAA.AU, S.A.R.L. Ava Tea Distillation, parcelle cadastrée 115, section AP (terre Manuroa) au P.K. 26,450, côté montagne, 1 distillerie.

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 01-143-1 MAA.AU, M. et Mme Henri Papa, parcelle cadastrée 108, section AW (terre Puteaio dite aussi Putuaiho) au P.K. 22, Orofero, 1 maison d'habitation ;

N° 01-315-1, M. Alphonse Robson, parcelle cadastrée 193, section AM (propriété Robson) au P.K. 23,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-320-1, Mme Noella Bordier, parcelle terres Tearea - Mоторo - Panahoe - Paepaeroa - Hirimai - Tepouohu dite aussi propriété Fagneaux au P.K. 23,200, côté montagne, 1 mur antibruit ;

N° 01-323-1, Mme Noella Poema Harua épouse Bordier, parcelle cadastrée 262, section AM (parcelle terres Tearea - Mоторo - Panahoe - Paepaeroa - Hirimai - Tepouohu dite aussi propriété Fagneaux) au P.K. 23,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-333-1, Mme Noelani Tinirauarii, parcelle cadastrée 280, section AA (terre Mautara ou Mautaora) au P.K. 18,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 00-2695-1 MAA.AU, M. Henri Ie, parcelle cadastrée 57, section AX (terre Atehi, lot B, parcelle 1) au P.K. 38, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 00-2759-1, M. et Mme Tevae Flores, parcelle cadastrée 161, section BB (propriété Tehaamatai dénommée également ancien domaine Taharuu) au P.K. 38,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 00-2966-1, Mlle Roberte Le Prado, parcelle cadastrée 101, section BB (lot 57, lotissement Toreia), 1 maison d'habitation ;

N° 01-23-1, Mme Véronique Amaru, parcelle cadastrée 37, section BE (ancien domaine Atimaono) au P.K. 39,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-72-1, M. Laundry Taea, parcelle cadastrée 120, section AZ (domaine Taharuu, lot 9) au P.K. 38,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-183-1, Mlle Bélinda Papara, parcelle cadastrée 67, section AO (terre Hamatua 2, parcelle A) au P.K. 35,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 01-107-1 MAA.AU, Mme Repeta Tetauru, parcelle cadastrée 188, section AP (lot 2, parcelle B, terre Maataravai 2) au P.K. 35,600, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 00-1858-1 MAA.AU, Mme Cérita Moorria, parcelle cadastrée 10, section AW (terre Peue ou Tearaino) au P.K. 36,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-204-1, M. Heimanu Teaha, parcelle cadastrée 25, section AP (terre Farauou 1 lot 2) au P.K. 35,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PAPEETE

Travaux autorisés le 22 février 2001

N° 99-029a MAA.AU.PPT, M. Axel Moana Céran-Jérusalémy, lot 2, plan de partage lot 5 bis succession Céran-Jérusalémy à Sainte-Amélie, modification de la façade sud d'une maison d'habitation ;

N° 00-123, M. Jean Chougues, lot 31, lotissement Papeete Nui, rénovation de la toiture d'une maison d'habitation ;

N° 00-140, Mlle Claudine Céran-Jérusalémy, lot 4, partage lot 5 bis succession Céran-Jérusalémy à Sainte-Amélie, 1 maison d'habitation ;

N° 00-171, S.A.R.L. Café Koke, dans un immeuble existant, rue Paul-Gauguin, aménagement d'un café-restaurant Internet.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 00-111 MAA.AU.PPT, M. et Mme Serge Léontieff, lot C, projet de partage terre Tetiaramoarii, Paofai, 1 bâtiment de 2 logements ;

N° 00-134, M. Henri Pion, parcelles cadastrées 8, section D.4 et 9 section DK (parcelles lot 4 terre Tetiaramoarii), Paofai, 1 mur de soutènement ;

N° 00-150a, M. Tiaru Faara, parcelle cadastrée 3, section BD (lot 38 d'un terrain communal) à Vaininiore, modification d'une maison d'habitation (F 4 au lieu de F3) ;

N° 00-166, territoire, dans l'enceinte de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, rue du Général-de-Gaulle, rénovation et extension d'une salle de séance ;

N° 00-178, MM. Yvon Bardes et François Fite, immeuble existant (ex-Tahiti Sports), boulevard Pomare, en face de la place Vaïete, aménagement des locaux ;

N° 01-03, M. Lewy Harehoe, parcelle cadastrée 32, section DI (partie lot 4, terre Vaimora), Tipaerui, 1 maison d'habitation ;

N° 01-16, Mme Maeva Manate, lot 2 partage terres Airau et Mamao, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PIRAE

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 00-1828-2 MAA.AU, M. François Lighthart, parcelle cadastrée 121, section B (terre Teoniaiai) au P.K. 3,500, pointe Iriti, 1 maison d'habitation ;

N° 00-3043-1, M. Rémy Wong et Mlle Nathalie Teupoo, parcelle cadastrée 34, section H (lot D1, terre Tepohue 6), rue Saint-Michel 1, 1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 21 février 2001

N° 00-2874-1 MAA.AU, M. et Mme Charles Vahirua, lot 5, terre Faremeia, 1 mur mitoyen.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 98-2130-3 MAA.AU, Mme Pauline Laille née Tchén, parcelle cadastrée 303, section D (lot 4, terre Taaone 3), près de la propriété Coppenrath, modification de distribution intérieure des locaux d'une maison d'habitation et 1 mur de clôture.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 00-1664-1 MAA.AU, M. Alexis Tehahe, lot 6, lotissement Fare Ihi au P.K. 13,400, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-05-1, M. Marama Teissier, parcelle terre Toarotu au P.K. 13, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-15-1, M. Eric Vetea Naea Gueho, parcelle cadastrée 85, section CE (basse vallée de Matatia parcelle 1, lot B 11a) au P.K. 10,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-97-1, M. Roméo Pansi, parcelle cadastrée 26, section AL (terre Atiio 2) au P.K. 8,200, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-152-1, S.C.I. Maveraura 5, lot F, terre Maveraura 5 au P.K. 11,400, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 21 février 2001

N° 00-2657-1 MAA.AU, S.C.I. Manava, lot 10, lotissement Lichon, 2e tranche, 1 maison d'habitation ;

N° 01-96-1, Mme Maeva Tchen Pan, parcelle cadastrée 141, section K (terres Teiriiri 2 et 3, lot 7) au P.K. 11, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-230-1, M. Rodrigue Faatau Tetuanui, parcelle cadastrée 688, section M (parcelle B, lot A, terre Vaitahuri 1) au P.K. 11,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 00-1710-4 MAA.AU, S.C.I. Intan, lot 3, lotissement Jambolana, 1 logement ;

N° 00-2068-5, société "Centre de convalescence Te Tiare", partie domaine Outumaoro, extension du centre de convalescence Te Tiare ;

N° 01-223-1, M. Mariano Teriitahi, lot 5, lotissement Punavai Nui, 2e tranche, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 01-16-2 MAA.AU, M. Pascal Louis, lot 12, propriété Sage, parcelle 2 au P.K. 13,800, côté montagne, 1 maison d'habitation + garage ;

N° 01-142-1, M. Henri Lion, parcelle cadastrée 246, section I (terre Ariitu 3), 1 maison d'habitation ;

N° 01-151-1, Mme Ruaraï Maino, parcelle cadastrée 38, section AH (terre Tarapu 1) au P.K. 16,400, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-160-1, M. Eric Martines, parcelle cadastrée 28, section BC (lot 36, lotissement Taapuna), 1 piscine.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 00-2802-1 MAA.AU, M. Victor Turina, parcelle terres Teturui - Tuoroi - Atihoa à Pueu, P.K. 8,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-49-1, M. Gilbert Faarua, parcelle cadastrée 78, section BE (terres Tetahitutu 1 et 2 et Tutoia) à Afaahiti, P.K. 3,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 21 février 2001

N° 00-2227-1 MAA.AU, Mme Florence Defaix, lot 16, lotissement "Osmond Jamet" à Afaahiti, extension d'une maison d'habitation ;

N° 00-3010-1, Mme Clémentine Paaeho, parcelle terre Tenaue à Faaone, P.K. 51, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-85-1, M. Martial Mao, parcelle cadastrée 8, section AB (lot 7 résidence Phaeton) à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 01-94-1, Mlle Herematai Gaëlle Urima, parcelle C, lot 22, propriété Lucas à Afaahiti, Taravao, derrière le snack Myriam, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 99-3324-2 MAA.AU, M. et Mme Vianello Paari, parcelle terre Haono à Faaone, P.K. 45,200, côté mer, modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 01-18-1, M. Steven Chang Yuk Shan et Mlle Maïte Garbutt, parcelle terres Papahatea 1 et Aniumapuaïrafau lot B à Tautira, P.K. 12,700, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 01-27-1 MAA.AU, Mme Jeanine Teiva, lot 109, lotissement Miti Rapa plateau, 3e tranche à Toahotu, 1 maison d'habitation ;

N° 01-105-1, M. Toti Mau, parcelle terre Fareaito à Toahotu, P.K. 6,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 01-92-1 MAA.AU, M. Johnny Sanquer et Mlle Thérèse Tanematea, lot 5b, lot 5, domaine Parker à Teahupoo, P.K. 18, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-103-1, Mme Antoinette Tahutini, lot 1, terre Teparare à Vairao, P.K. 12, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 01-138-1 MAA.AU, M. Huitoofa Mercier, lot 16, terre Pahuore à Teahupoo, P.K. 14,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

Travaux autorisés le 16 février 2001

N° 00-2737-1 MAA.AU, Mlle Laina Tetuanui, parcelle cadastrée 68, section BV (parcelle terre Tahutumu) à Papeari, P.K. 54,200, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 00-2916-1, M. Nicolas Nocent, parcelle cadastrée 45, section AH (lot C1, lotissement "Les résidences de Vahoata") à Mataiea, 1 maison d'habitation ;

N° 00-2989-1, M. et Mme Ernest Airima, parcelle terre Atevaiti à Papeari, P.K. 53,800, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-08-1, Mme Rituiua Jardonnet, parcelle cadastrée 113, section AM (terre Ahutapu, lot 1) à Mataiea, P.K. 45,300, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-80-1, Mlle Dona Keane, parcelle cadastrée 41, section BP (terre Tefarau 3, lot 2, parcelle 4) à Papeari, P.K. 54, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 01-98-1, Mlle Annie Boosie, parcelle cadastrée 166, section AH (terre Fareava 2, lot 13) à Mataiea, P.K. 43,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 21 février 2001

N° 01-53-1 MAA.AU, M. François Butcher, parcelle cadastrée 21, section CE (terre Tataniau 2) à Mataiea, P.K. 46,900, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 01-86-1, Mme Colette Flores épouse Tchang, parcelle terre Manua à Mataiea, P.K. 44,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 01-09-1 MAA.AU, Mlle Céline Teaha, lot 8, terre Vaiharuru à Mataiea, P.K. 43,500, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 01-62-1 MAA.AU, Mme Odette Tehei épouse Harua, parcelle cadastrée 36, section AZ (terre Atipahana, lot 3) à Mataiea, P.K. 48,700, côté mer, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE ARUTUA

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 00-2429-2 MAA.AU.TG, M. Chester Taitoa Teruarui Doom, parcelle terre Putuputu, 1 bâtiment à usage d'élevage de poules pondeuses.

COMMUNE DE FAKARAVA

Travaux autorisés le 23 février 2001

N° 00-3037-3 MAA.AU.TG, M. Freddy Tapunui Vane Burns, parcelle terre Tapuaeamanu à Rotoava, 1 pâtisserie.

COMMUNE DE RANGIROA

Travaux autorisés le 27 février 2001

N° 00-3044-1 MAA.AU.TG, M. Marcel Arbouy, parcelle cadastrée 1, section BC (terre Matiti 1) à Tikehau, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 01-14-1 MAA.AU.TG, M. Marere Tuatahi Paia Mohau, lot J7, plan de partage terre Tairuaaurau à Avatoru, 1 maison d'habitation ;

N° 01-79-1, Mlle Juliana Maruhi, parcelle cadastrée 1479, section B.3 (terre Vahau) à Avatoru, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MANIHI

Travaux autorisés le 28 février 2001

N° 00-1181-2 MAA.AU.TG, Mme Emilienne Natua épouse Lancelle, parcelle cadastrée 251, section H.2 (terre Ougaugatai), 1 maison d'habitation ;

N° 00-2953-1, M. Jules Taae, parcelle cadastrée 156, section H.3 (terre Maraehopati 3) à Ahe, 1 maison d'habitation ;

N° 01-21-1, Mlle Yamilla Terea Faura, parcelle cadastrée 167, section H.4 (terre Tearamahipa), 1 maison d'habitation ;

N° 01-65-1, Mlle Maiari Alène Teiva, parcelle cadastrée 41, section H.2 (terre Patamure 7), 1 maison d'habitation ;

N° 01-75-1, M. William Teiva, parcelle cadastrée 145, section H.3 (terre Ruahine 3), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE GAMBIER

Travaux autorisés le 20 février 2001

N° 00-2622-4 MAA.AU.TG, Mme Bianca Tania Urarii, lot 16, terre Tepeka à Mangareva, Atituiti, 1 pension de famille.

COMMUNE DE TAKAROA

Travaux autorisés le 20 février 2001

N° 00-2975-1 MAA.AU.TG, Mme Matuatua Toti, parcelle cadastrée 485, section A.5 (terre Tukihitika) à Takapoto, 1 maison d'habitation.

INSPECTION DU TRAVAIL

AVIS

En application des dispositions de l'article 15 de la loi du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail et de l'article 18 de la délibération n° 91-3 AT du 16 janvier 1991 relative aux conventions et accords collectifs de travail, il est envisagé de rendre obligatoires pour tous les employeurs et tous les travailleurs du secteur du nettoyage les dispositions de l'avenant signé le 30 novembre 2000 relatif aux salaires pour l'année 2001, intervenu entre :

d'une part,

- les représentants des employeurs du secteur soussignés,

et d'autre part,

- la Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (C.S.I.P.) ;
- la confédération A Tia I Mua ;
- la Confédération des syndicats des travailleurs polynésiens (C.S.T.P./F.O.) ;
- le Conseil fédéral des syndicats libres de Polynésie (C.F.S.L.P.),

et déposé au greffe du tribunal du travail de Papeete le 16 janvier 2001 sous le n° 09.08.

Conformément aux prescriptions légales, la teneur des dispositions de cet accord dont l'extension est envisagée, est publiée dans les colonnes du présent numéro du *Journal officiel* de Polynésie française.

Les organisations professionnelles et toutes les personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations éventuelles sur l'opportunité de l'extension des dispositions en question dans le délai de quinze (15) jours à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les communications devront être adressées au service de l'inspection du travail, B.P. n° 308 - 98713 Papeete.

AVENANT du 30 novembre 2000 à la convention collective du travail du secteur du nettoyage (accord de salaires pour l'année 2001).

ENTRE :

- les représentants des employeurs du secteur soussignés,

d'une part,

ET :

- la Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (C.S.I.P.) ;
- la confédération A Tia I Mua ;
- la Confédération des syndicats des travailleurs polynésiens (C.S.T.P./F.O.) ;
- le syndicat Otahi ;
- le Conseil fédéral des syndicats libres de Polynésie (C.F.S.L.P.),

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er.— Dans les entreprises du secteur du nettoyage, la grille des salaires minima conventionnels évoluera par application aux salaires de la grille du taux de 3 % à compter du 1er janvier 2001.

Art. 2.— Sauf accords particuliers négociés dans les entreprises, les augmentations individuelles de salaire par catégorie professionnelle pour l'année 2001, ne pourront être

inférieures aux augmentations en valeur absolue des salaires de la grille minima des catégories professionnelles correspondantes dans le tableau ci-joint.

Art. 3.— Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord qui sera déposé au greffe du tribunal du travail de Papeete.

Fait à Papeete, le 30 novembre 2000.

Pour la C.G.P.N.I. :
Jean-Claude JAZAT.

Pour la S.A. Clean Service Système :
Alain DROUET.

Pour la société Aquanet :
Christophe PLEE.

Pour C.G.P.M.E. :
Alfred MONTARON.

Pour A Tia I Mua :
Bruno SANDRAS.

Pour C.S.T.P./F.O. :
P. FREBAULT.

Pour Otahi :
T. TUARAU.

Pour C.S.I.P. :
C. LE GAYIC.

Pour C.F.S.L.P. :
R. TEROROTUA.

SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS DANS LE SECTEUR DU NETTOYAGE POUR L'ANNEE 2001 (en F CFP)

1. Production

Catégorie	Echelon	Salaire horaire au 01/01/2000	Salaire mensuel au 01/01/2000	Au 1er janvier 2001		
				Salaire horaire	Salaire mensuel	Valeur absolue
Ouvrier	APO	591,715	100.000	609,47	103.000	3.000
	API	610	103.090	628,30	106.183	3.093
	ASP1	630	106.470	648,90	109.664	3.194
	ASP2	645	109.005	664,35	112.275	3.270
	ASP3	655	110.695	674,65	114.016	3.321
	ASP4	670	113.230	690,10	116.627	3.397
	AQPI	680	114.920	700,40	118.368	3.448
	AQP2	690	116.610	710,70	120.108	3.498
	AQP3	710	119.990	731,30	123.590	3.600
	CE1	720	121.680	741,60	125.330	3.650
Agent de maîtrise	CE2	730	123.370	751,90	127.071	3.701
	CE3	760	128.440	782,80	132.293	3.853
	MP1	820	138.580	844,60	142.737	4.157
	MP2	850	143.650	875,50	147.960	4.310
	MP3	900	152.100	927,00	156.663	4.563

2. Administratif

Catégorie	Echelon	Salaire horaire au 01/01/2000	Salaire mensuel au 01/01/2000	Au 1er janvier 2001		
				Salaire horaire	Salaire mensuel	Valeur absolue
Employé	EA1	610	103.090	628,30	106.183	3.093
	EA2	650	109.850	669,50	113.146	3.296
	EA3	730	123.370	751,90	127.071	3.701
	EA4	760	128.440	782,80	132.293	3.853
Agent de maîtrise	MA	850	143.650	875,50	147.960	4.310
	MA1	900	152.100	927,00	156.663	4.563

3. Cadres

Catégorie	Echelon	Salaire horaire au 01/01/2000	Salaire mensuel au 01/01/2000	Au 1er janvier 2001		
				Salaire horaire	Salaire mensuel	Valeur absolue
	1er niveau	1.065	179.985	1.096,95	185.385	5.400
	2e niveau	1.480	250.120	1.524,40	257.624	7.504

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Office notarial CORMIER et CALMET
Papeete, 415, boulevard Pomare

INTERNATIONAL CONSULTANCY
Société à responsabilité limitée
Au capital de 1.000.000 F CFP
Siège social : Mahina, P.K. 10,5 côté mer
(B.P. 11.364 Mahina)

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu le 23 mars 2001 par Me Alexandre CORMIER, notaire associé de la Société civile professionnelle "Office notarial CORMIER et CALMET", il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination sociale : "INTERNATIONAL CONSULTANCY".

Objet : La passation de tous marchés de prestations de services dans le secteur des relations publiques, le tourisme, la communication, le marketing, la coordination, la logistique, la gestion et l'exploitation sous réserve d'agrément administratif d'agence de voyages.

Siège social : Mahina, P.K. 10,500 côté mer (B.P. 11.364 Mahina).

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Apports en nature : Néant.

Apports en numéraire : 1.000.000 F CFP.

Capital social : 1.000.000 F CFP divisés en 500 parts de 2.000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

Gérant : La société a pour gérant statutaire Mmes Jeannine BISHOP et Anna TAPUTUARAI.

Cessions de parts sociales : Aux termes de l'article 13 des statuts, les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation au registre du commerce : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Me A. CORMIER, notaire.

Office notarial CORMIER et CALMET
415, boulevard Pomare, Papeete

EVIDENT
Société à responsabilité limitée
Au capital de 1.000.000 F CFP
Siège social : Papeete, 24, rue Colette
R.C.S. : Papeete n° 4.893 B

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société EVIDENT réunie le 15 mars 2001, a décidé de dissoudre la société par anticipation à compter du même jour.

Elle a nommé comme liquidateur M. Francis POULAIN, demeurant à Mahina, P.K. 10,200, côté montagne, avec les pouvoirs les plus étendus afin de mener à bonne fin les opérations de liquidation jusqu'à clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à Papeete, 24, rue Colette, ancien siège de la société, adresse à laquelle la correspondance devra être adressée et les actes et documents notifiés à la société.

Mention sera faite au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le liquidateur.

Office notarial CORMIER et CALMET
415, boulevard Pomare, Papeete

EVIDENT
Société à responsabilité limitée en liquidation
Au capital de 1.000.000 F CFP
Siège social : Papeete, 24, rue Colette
R.C.S. : Papeete n° 4.893 B

Clôture de liquidation

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 15 mars 2001, il a été constaté la clôture des opérations de liquidation de la société avec quitus au liquidateur et que la personnalité morale de la société a cessé d'exister à compter du 15 mars 2001.

Mention sera faite au greffe du tribunal mixte de commerce de Papeete.

Pour avis,
Le liquidateur.

S.N.C. RIBET-RESTELLI "PANORAMA"
Société en nom collectif
Capital : 100.000 F CFP
Siège social : Immeuble Blue-Lagoon
Chemin de Taunua, Papeete
R.C.S. Papeete n° 3.735 B

Avis de dissolution

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 18 mars 2001, la société "PANORAMA" a été dissoute par anticipation, à compter du 31 mars 2001.

L'assemblée générale a nommé M. François RIBET, demeurant à Pirae, rue Yves-Martin, en qualité de liquidateur. Elle a fixé le siège de la liquidation à Papeete, immeuble Blue-Lagoon, chemin de Taunua.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

Ancienne mention

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société.

Nouvelle mention

Dissolution anticipée pour compter du 31 mars 2001.

Pour avis et mention,
La gérance.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
Notaire à Papeete, 11, avenue Bruat**

Suivant acte reçu aux minutes de l'étude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, 11, avenue Bruat, le 26 février 2001, enregistré à Papeete le 6 mars 2001, folio 98, bordereau 3062/1,

La société dénommée "POLYBOIS", société anonyme au capital de 140.400.000 F CFP, dont le siège social est à Papeete, vallée de Tipaerui, entrepôt S.C.I. SYMPA, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 703 B,

A vendu à la société dénommée "POLYPLY", société à responsabilité limitée au capital de 3.000.000 F CFP, dont le siège social est à Punaauia, zone industrielle de la Punaruu, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 3.001 B et n° TAHITI 144.162,

La branche de scierie-usinage dépendant du fonds de commerce d'importation, vente de matériaux de constructions, bois, scierie et usinage de bois sis et exploité à Papeete, vallée de Tipaerui, par le vendeur et connu sous le nom de "POLYBOIS" et pour l'exploitation duquel la société POLYBOIS est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 703 B,

Moyennant le prix de *trois millions deux cent mille francs pacifiques* (3.200.000 F CFP).

L'entrée en jouissance a été fixée au 1er janvier 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, à Papeete, 11, avenue Bruat, en l'étude de Me BRUGGMANN où domicile a été élu à cet effet et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

Pour première insertion,
Me Bernard BRUGGMANN.

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
Notaire à Papeete, 11, avenue Bruat**

Suivant acte reçu aux minutes de l'étude de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, 11, avenue Bruat, le 26 février 2001, enregistré à Papeete le 6 mars 2001, folio 98, bordereau 3062/2,

La société dénommée "POLYPLY", société à responsabilité limitée au capital de 3.000.000 F CFP, dont le siège social est à Punaauia, zone industrielle de la Punaruu, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 3.001 B et n° TAHITI 144.162,

A vendu à la société dénommée "POLYBOIS", société anonyme au capital de 140.400.000 F CFP, dont le siège social est à Papeete, vallée de Tipaerui, entrepôt S.C.I. SYMPA, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 703 B,

Un fonds de commerce de vente en gros de panneaux de bois divers sis et exploité à Faa'a, Auae, immeuble Degage, connu sous le nom de "POLYPLY" et pour l'exploitation duquel la société POLYPLY est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 3.001 B,

Moyennant le prix de *trois millions de francs pacifiques* (3.000.000 F CFP).

L'entrée en jouissance a été fixée au 1er janvier 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, à Papeete, 11, avenue Bruat, en l'étude de Me BRUGGMANN où domicile a été élu à cet effet et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

Pour première insertion,
Me Bernard BRUGGMANN.

Me Brigitte GAULTIER, avocat à la Cour

Changement de régime matrimonial

Mme Rebecca NAUTA, élève institutrice, de nationalité française, née le 5 mai 1976 à Papeete, et M. Teva HUNTER, chauffeur, de nationalité française, né le 3 juillet 1971 à SANTO (Vanuatu), demeurant ensemble à Punaauia, P.K. 12, côté mer, mariés sous le régime de la communauté légale des biens à défaut de contrat préalable à leur union célébrée à la mairie de Punaauia, le 30 octobre 1993 ont obtenu par jugement rendu le 24 janvier 2001 par le tribunal de première instance de Papeete, l'homologation de la convention passée par devant Me CALMET, notaire à Papeete, le 10 février 2000 tendant à la modification de leur régime matrimonial en vue de l'option pour un régime de séparation de biens.

Me GAULTIER.

**Etude de Me Dominique DUBOUCH,
notaire à Papeete**

Cession de fonds de commerce

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 7 mars 2001,

La société LORENZO, société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F CFP, ayant son siège social à Faa'a P.K. 5, côté mer, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 6486 B,

A vendu à M. Frédéric Christian Pascal TESSIER, traiteur-restaurateur, demeurant à Faa'a, P.K. 2,500, côté montagne,

Un fonds de commerce de restaurant ouvrier, connu sous le nom de LORENZO, sis et exploité à Faa'a, P.K. 5,

Pour l'exploitation duquel la S.A.R.L. LORENZO est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 6486 B,

Moyennant le prix de 4.940.000 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 12 mars 2001.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, par exploit d'huissier, dans les dix jours en date de la dernière insertion.

Pour dernière insertion,
Me Dominique DUBOUCH, notaire.

C.T.S.P. SURVEILLANCE

Siège social : rue du Docteur-Cassiau, Papeete
S.A.R.L. au capital social de 1.000.000 F CFP
R.C. : 7104 B - N° Tahiti 505.784

Suivant délibération de l'assemblée générale mixte en date du 16 mars 2001, il a été décidé,

Suite à la démission de M. Patrick BAGUR de la gérance, à compter du 16 mars 2001, l'article 14 (2e alinéa) des statuts est modifié comme suit :

Nouvelle mention :

Article 14. — Gérance de la société (2e alinéa)

"La société a décidé de nommer statutairement M. GAVILLON Jean-Luc en tant que gérant de la société, et ce pour une durée indéterminée."

Les associés, statuant dans le cadre des dispositions de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1966, ont décidé de ne pas dissoudre la société.

L'assemblée générale décide par ailleurs la cessation totale de ses activités sans disparition de la personne morale à compter du 16 mars 2001.

L'assemblée générale constate la modification du siège social de la société. Désormais, le siège social de la société est situé à la résidence TAINA, appartement 15 A, Punaauia (adresse postale : B.P. 130.154 - 98718 Punaauia).

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Pour avis,
 Le représentant légal.

Me Didier KINTZLER, avocat

Avis de vente de fonds de commerce

Aux termes d'un acte sous seing privé, sous condition suspensive, en date du 7 mars 2001, enregistré à Papeete le 9 mars 2001, folio 99, bordereau 3088-4,

M. Gné Yin LIAO et Mme Wai Yee HO, son épouse, demeurant à Papeete, Sainte-Amélie, quartier Cowan,

Ont vendu à la société LU & Cie, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée dont le siège est à Papeete, rue Colette, au prix de 3.000.000 F CFP,

Un fonds de commerce de négociant de cuisine à emporter, débitant de boissons hygiéniques, fabricant de glaces et sorbets, sis à Papeete à l'angle de la rue Cook et de la rue des Poilus-Tahitiens, et connu sous le nom de SNACK JULIETTE.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours suivant la dernière en date des publications légales, par exploit d'huissier, en l'étude de Me Didier KINTZLER, avocat, dont les bureaux sont à Papeete, 129, rue du Commandant-Destreumeau, où domicile est élu à cet effet.

Me Didier KINTZLER, avocat.

SOCIETE D'AVOCATS ASSOCIES

S.E.L.A.R.L. G.G.L.C-W.U.

D'un jugement rendu par le tribunal civil de première instance de Papeete le 7 février 2001, à la requête de M. Alexandre VANFAU, né le 8 décembre 1958 à Papeete (Tahiti), employé de commerce, et Mme Léa DECIAN épouse VANFAU, née le 23 septembre 1964 à Papeete (Tahiti), employée de bureau, demeurant ensemble à Faaa, lotissement Sétill n° 28, il appert que l'acte reçu le 22 août 2000 par Me CLEMENCET, notaire à Papeete, portant adoption par les époux VANFAU-DECIAN du régime de la séparation de biens, a été homologué conformément aux articles 1536 à 1541 du code civil.

Pour extrait,
 Me Arcus USANG.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION RAU HOTU NO HAAPU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (10 février 2001)

Présidente	: MACE Miriama
Vice-président	: MACE Iotua
Secrétaire	: TEIO François
Secrétaire adjointe	: MANSION Eugénie
Trésorière	: MACE Robert
Trésorière adjointe	: WONG CHOU Tahiarri

ASSOCIATION O TAHITI E

Modification de statuts

Le siège social est situé au complexe de l'association Les Jeunes Tahitiens, rue Gadiot à Pirae.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (6 février 2001)

Présidente	: LAI Marguerite
Vice-présidente	: TROMPETTE Sandrine
Secrétaire	: LO TING Cindy
Secrétaire adjoint	: TEHAEURA Loïc
Trésorière	: RATTINASSAMY Linda
Trésorier adjoint	: ARIIOTIMA Thierry

**SYNDIC DES COPROPRIETAIRES
ASSOCIATION MATATIA 1**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (9 février 2001)

Président	: TUIHANI Félix
Vice-présidente	: LICHON Patricia
Secrétaire	: BONICHON Josiane
Secrétaire adjoint	: THIBAUT Jean-Pierre
Trésorière	: HUERTA Vanina
Trésorière adjointe	: CONROY Catherine
Commissaire	: FAREEA Hubert

COMITE REGIONAL DES SPORTS SUBAQUATIQUES DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Dissolution

L'assemblée générale extraordinaire du 19 février 2001 a décidé à l'unanimité la dissolution du comité régional de sports subaquatiques de Polynésie française, afin de procéder à la création de la première Fédération polynésienne d'études et de sports sous-marins.

FEDERATION TAHITIENNE DE TRIATHLON

Modification de statuts

Art. 5, alinéa 2.— "Le règlement intérieur" est remplacé par "le règlement disciplinaire particulier".

Art. 6.— Le premier alinéa est supprimé.

Art. 9, alinéa 1.— "Par le tiers des voix" est remplacé par "par le tiers des membres de l'assemblée représentant les tiers des voix". L'alinéa 3 : "Il est adressé" est remplacé par "la convocation mentionnant l'ordre du jour est adressée au moins 2 semaines".

Art. 11, alinéa 2.— "3/ La révocation du conseil fédéral" est remplacé par "la révocation du président et du bureau fédéral".

Art. 16, alinéa 1.— "Le conseil général" est remplacé par "le conseil fédéral".

Art. 23, alinéa 1.— "L'article 23 ci-dessus" est remplacé par "l'article 22 ci-dessus".

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (5 mars 2001)

Président d'honneur	: LORFEVRE André
Président	: COSTA Bernard
Vice-présidents	: EBB Carmélo GOLAZ Jean
Secrétaire	: RICHMOND Moetai
Secrétaire adjoint	: MACHEBŒUF Laurent
Trésorière	: BETZING Karine

ASSOCIATION TEAM CAMPUS

Modification de statuts

Lors de l'assemblée générale du 27 février 2001, l'association a procédé aux modifications de l'objet social et aux articles 5 et 8 de ses statuts.

EXCUSE TAHITI CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (20 janvier 2001)

Président	: SALMON Robert
Vice-président	: CERAN Vetea
Secrétaire	: GUILLE Patrice
Secrétaire adjoint	: SCHWARTZ Gilles
Trésorier	: BULGARELLI Carlo
Trésorière adjointe	: KIM SOP Christiane

ASSOCIATION TE AVA I MATAIKI RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (28 octobre 2000)

Présidente	: TEATIU Maria-Carmélita
Vice-présidente	: BROWN Gilda
Secrétaire	: TEATIU Ludovic
Secrétaire adjoint	: OHU Marcellino
Trésorière	: FOURNIER Ludvina
Trésorière adjointe	: KEHUEHITU Yvette

ASSOCIATION HARRISON SMITH

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (13 février 2001)

Président	: BABIN Olivier
Vice-présidentes	: COULON-TONARELLI Moetu HARGOUS Simone MARCHAL Huguette
Secrétaire	: FAANA Gilles
Secrétaire adjointe	: ICEAGA Angéla
Trésorière	: LEVEQUE Lilia
Trésorière adjointe	: NAUTA Cécile

ASSOCIATION TE OHI NO TAUTIRA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (1er mars 2001)

Président	: HARO Christian
Vice-président	: TARAUFU Hervé
Secrétaire	: TEUIRA Lavaina
Secrétaire adjointe	: HOATUA Mayra
Trésorier	: WOHLER Heimata
Trésorière adjointe	: TURA Marianne
Commissaires aux comptes	: HARO Solange TIARE Lovina
Assesseurs	: TAITOA Thomas PUAIRAU Augusta TURA Frédéric WOHLER Miranda TENIARAHU Irène

ASSOCIATION VAHINE NUI ANAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (19 novembre 2000)

Présidente	: PENEHATA Terii
Vice-présidente	: TIORI Esther
Secrétaire	: TANETOA Tetuaaveroa
Secrétaire adjointe	: DANY Fif
Trésorière	: TERIIPAIA Augusta
Trésorière adjointe	: TEHEIURA Terito
Membres	: PAHUIRI Era TEMANUANUA Raita TAIRUA Louisa ROIHAU Faimano TAPU Nelly

ASSOCIATION L'ORQUE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (15 décembre 2000)

Présidente	: CHAZOTTES Marielle
Secrétaire	: MAECHLER Jacques
Trésorier	: MARICAN Loïc

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE TE AO MARAMA - ANAA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 septembre 2000)

Président	: TEAHUI Endy
Vice-président	: WILLIAMS Christian
Secrétaire	: TSING Hina
Secrétaire adjointe	: BURNS Emeria
Trésorière	: WILLIAMS Denise
Trésorière adjointe	: PUUPUU Vaihere

ASSOCIATION PROMOTION DE LA PERINATALITE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(19 février 2001)

Présidente	: CALMAJIS Sylvie
Vice-présidente	: CHAUVIN Marie-Pierre
Secrétaire	: TEVAHITUA Eliane
Trésorière	: LE GOANVIC Pascale
Commissaire aux comptes	: PEDEBIDOU Rhéna
Assesseur	: VETTIER Martine

ASSOCIATION TE REO NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 janvier 2001)

Président	: CAVALLLO Gabriel
Secrétaire	: CHOUNE Esther
Trésorière	: NOLET Aline

AMICALE DU PERSONNEL DU COLLEGE DE BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 septembre 2000)

Président	: SANGES Marc-Antoine
Vice-président	: RODRIGUEZ Eric
Secrétaire	: DIJOUX Gervais
Trésorier	: HUGUENIN François

ASSOCIATION SPORTIVE HEEMOANA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 janvier 2001)

Président	: SIU Pierre
Secrétaire	: NOUVEAU Heirangi
Trésorier	: SIU Jacques
Entraîneur	: LE FOC Steve

**ASSOCIATION NATIONALE
DES SOUS-OFFICIERS DE RESERVE
DE L'ARMEE DE L'AIR - SECTION DE TAHITI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 mars 2001)

Président	: LAGUERRE Amédée
Vice-présidents	: POULIQUEN Henri
	: GAY Michel
Secrétaire	: GRESSE Georges
Secrétaires adjoints	: TROUSSON Gérard
	: TERA Marius
Trésorière	: BALCON Chantal
Trésorier adjoint	: LAIR Daniel
Assesseur	: TEKURIO Tuhoe

ASSOCIATION TAMARII TAKUME

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 février 2001)

Président	: GRAFFE Tamatea Arthur
Vice-président	: HITI Antonio
Secrétaire	: FAREATA André
Secrétaire adjoint	: TETOKA Frédéric
Trésorier	: FAATOA Bruno Tehei
Trésorier adjoint	: TEREKA Tito
Assesseurs	: HAMAU Benjamin
	: TAPUTUARAI Pierre

ASSOCIATION TAMARII A RUTU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(26 février 2001)

Président d'honneur	: TAHITUA Philippe
Président	: TEINAURI Lucien
Vice-président	: HAUATA Julien
Secrétaire	: TEINAURI France
Secrétaire adjointe	: TANEPAU Mareva
Trésorière	: UTAHIA Marie-France
Trésorier adjoint	: TEINAURI Jean-Claude

**ASSOCIATION NATIONALE
DES OFFICIERS DE RESERVE DE L'ARMEE DE L'AIR**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 mars 2001)

Président	: BELLI Armand
Vice-président	: FERRE Michel
Secrétaire	: BALCON Jean-Noël
Secrétaire adjoint	: VIGNAU Georges
Trésorier	: VINCENTI Raphaël
Trésorier adjoint	: MAURIN Gérard

**FOYER SOCIO-EDUCATIF
DU LYCEE POLYVALENT DE TAAONE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 novembre 2000)

Président	: VAIANUI Jean-Marc
Vice-présidentes	: PIROTUA Fabienne
	: AMO Tinai
Secrétaire	: OBERLIN Valentin
Secrétaires adjoints	: SCHMIDT Frédéric
	: RATTINASSAMY Roseline
Trésorier	: LY THAM Jacques
Trésorier adjoint	: BAROUTI Youssef
Membres	: POTELLE Yann
	: POTELLE Morgan

FEDERATION TAHITIENNE DE NATATION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 mars 2001)

Présidente	: TERIIPAIA Florienne
Vice-président	: CERAN-JERUSALEMY Karl
Secrétaire	: TROC Virginie
Secrétaire adjoint	: RICHIDE Christian
Trésorier	: POUYANNE Jacques
Trésorière adjointe	: YEN KAI SUN Laure

ASSOCIATION SPORTIVE NUKU A HOE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(7 février 2001)

Membres d'honneur	: TAATA Louis
	TEHIKIHINUHATU Louis
Président	: TEAROA Teddy
Vice-présidents	: PAHUATINI Gilles
	TUIHO Richard
Secrétaire	: SCHMOUKER Abel
Secrétaire adjointe	: TEHAAMOANA Louise
Trésorière	: TEIKIHAA Marie-Claude
Trésorier adjoint	: HAITI Bertrand

Section pétanque

Président	: TEFAATAU Romain
-----------	-------------------

Section basket-ball

Président	: SCHMOUKER Abel
-----------	------------------

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE TAUTIRA PRIMAIRE RAIARII TANE****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(22 février 2001)

Président	: CHOUNE Noël
Vice-président	: HEITAA Gérald
Secrétaire	: MANOI Prune
Secrétaire adjoint	: MAMAE Guillaume
Trésorier	: PAEPAETAATA Ruahei
Trésorier adjoint	: TERIITEHAU Joël

ASSOCIATION SYNDICALE DE LA RESIDENCE HEI TIARE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 mars 2001)

Présidente	: FROGIER Emélie
Secrétaire	: BOURDON Elise
Trésorière	: OPUU Alexandra
Assesseur	: FROGIER Everett

ASSOCIATION ARTISANALE HEIRANI NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(23 février 2001)

Présidente d'honneur	: PANAPA Raearii
Présidente	: MANUEL Raituarii
Vice-président	: MANUEL Iete
Secrétaire	: TAPUTU Eva
Secrétaire adjointe	: TAVITA Marie-France
Trésorière	: TAVITA Myriam
Trésorière adjointe	: TEARIKI Maima
Assesseurs	: TINOMOE Vincent
	LACOUR Benjamin
	DUPONT Armelle
	MANUEL Tavita

ASSOCIATION TE MAU FATU FAUFAA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 janvier 2001)

Président	: TAEA Alphonse Tefatutiri
Secrétaire	: MANAONAO Tamatoa
Trésorière	: TAHAAMARU Elisabeth

ASSOCIATION VAIRUAOROO DE RURUTU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 janvier 2001)

Président	: TEURUARII Rudy
Vice-présidents	: TAVITA Nahuma
	MAARO Edwin
	HURAHUTIA Metuaroo
Secrétaires	: TEAUROA Moe Vahine
	TEAUROA Verina
	TEAUROA Lydia
Trésoriers	: TEAUROA Claude
	NEAGLE Matini
	MAARO Edwin Vahine

ASSOCIATION TAIARU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(14 février 2001)

Président d'honneur	: PURAKAUEKE Jean-Marie
Président	: MAIHI Maire
Vice-président	: MAHUTA Vane
Secrétaire	: TEMATAFAARERE Christian
Secrétaire adjoint	: AHUPU Jimmy
Trésorier	: AGNIEPAY Eric
Trésorier adjoint	: TEIHOTAATA Bruno

ASSOCIATION FAMILIALE TETUANUI OPUU
(Récépissé n° 2589 DRCL du 19 mars 2001)

Extraits de statuts

Il est constitué le 22 février 2001, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901. Elle prend le nom de ASSOCIATION FAMILIALE TETUANUI OPUU.

Elle a pour but principal de retrouver les liens et le degré de parenté qui les unissent et de les faire connaître ainsi à tous les membres. Elle se fixe aussi les objectifs suivants :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en bien immobiliers et mobiliers appartenant à leurs ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- l'organisation, la présentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Papeete, rue des Poilus-Tahitiens, quartier Buillard. Le bureau a le choix de l'immeuble où le siège est établi et peut le déplacer dans la limite du territoire de la Polynésie française sur décision du conseil.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: BUIILLARD Purotu
Vice-présidente	: BANNER Henriette
Secrétaire	: BANNER Jean
Trésorier	: GOUPIL Guillaume

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII ARUTUA NUI VA'A*(Récépissé n° 2698 DRCL du 21 mars 2001)*

Extraits de statuts

L'association sportive TAMARII ARUTUA NUI VA'A a été fondée le 11 mars 2001 et a pour objet la pratique des activités physiques et sportives et en particulier la pratique de la pirogue, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre les membres de l'association.

Son siège social est fixé à Rautini village de Arutua. Il pourra être transféré par simple décision du bureau directeur ; la ratification de l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	:	TOMARU Teraiefa Fariu
Président	:	RICHMOND Ronald
Vice-président	:	TAAVIRI Angélo
Secrétaire	:	ORBECK Teuira
Secrétaire adjointe	:	TIAAHU Damaris
Trésorier	:	ORBECK Ioane
Trésorier adjoint	:	TOMARU Piritua

ASSOCIATION SPORTIVE TOA NUI NO PAPEETE*(Récépissé n° 2743 DRCL du 22 mars 2001)*

Extraits de statuts

L'association sportive TOA NUI NO PAPEETE a été fondée le 10 mars 2001 et a pour objet la pratique des activités physiques et sportives, ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Papeete, chemin vicinal de Patutoa, école primaire Taimoana, B.P. 2438 Papeete. Il pourra être transféré par simple décision de l'organe de direction de l'association.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TEPAVA Nikano
Secrétaire	:	ITAE-TETAA Julien
Trésorier	:	TEMAURIORAA Bob

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE ANAU MATERNELLE*(Récépissé n° 1637 DRCL du 22 mars 2001)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE ANAU MATERNELLE, fondée le 12 février 2001, a pour but de former à la responsabilité, au civisme, à l'autonomie par la pratique d'activités physiques, sportives et de pleine nature, d'activités socioculturelles, dans le cadre d'un fonctionnement démocratique. Elle contribue à l'éducation globale des enfants.

Elle est affiliée à l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (U.S.E.P.), association constituée au sein de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (U.F.O.L.E.P.) section sportive et de pleine nature de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente. Elle participe aux rencontres, épreuves et manifestations organisées ou contrôlées par l'U.S.E.P.

Son siège social est fixé à l'école Anau Maternelle (Bora Bora).

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	TEAHUA Adèle
Secrétaire	:	VAIHO Rosane
Trésorière	:	TEINAURI Francesca

ASSOCIATION MUSICALE KAHAA NUI*(Récépissé n° 2596-01 DRCL du 19 mars 2001)*

Extraits de statuts

Il a été fondé le 14 mars 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre ASSOCIATION MUSICALE KAHAA NUI.

Elle a pour objet de promouvoir la musique polynésienne.

Son siège social est fixé à Pirae, rue Gadiot. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TAU Yves
Secrétaire	:	TEATA Teva
Trésorier	:	TINORUA Aldo
Trésorier adjoint	:	LIU Andy

ASSOCIATION SPORTIVE DU TENNIS ET DE L'EDUCATION DE BORA BORA*(Récépissé n° 2365 DRCL du 14 mars 2001)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION SPORTIVE DU TENNIS ET DE L'EDUCATION DE BORA BORA a été fondée le 2 janvier 2001 à Nunue et est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de développer des activités sportives et des animations sur l'île de Bora Bora, et d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social à Vaitape, île de Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: LO Alexis
Vice-président	: MOETAUA Rino
Secrétaire	: MACOUIN François
Secrétaire adjoint	: SAVIGNY Emmanuel
Trésorier	: LO Gérard
Trésorier adjoint	: BASTIEN Yves
Commissaire aux comptes	: GOURONNEC Achille

**ASSOCIATION FAMILIALE TEROOTAHU TAUARII
A TAVAEARII ET DE CELINE POPOUAITI A TERIIPAIA**

(Récépissé n° 2595 DRCL du 19 mars 2001)

Extraits de statuts

Il est fondé le 7 mars 2001, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre association familiale "Terootahi Tauarii a Tavaearii et de Céline Popouaiti a Teriipaia".

Elle a pour objet :

- de mener une action de solidarité, d'entraide ;
- de planifier des rencontres ;

- de renforcer les liens familiaux ;
- de défendre les intérêts nés de la succession patrimoine des deux époux Terootahi Tauarii a Tavaearii et Céline Popouaiti a Teriipaia ;
- de sortir de l'indivision.

Son siège social est fixé au lot 17, Taapuna, P.K. 10,500, Punaauia, B.P. 6994, Faaa. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration ; la ratification par l'assemblée générale sera nécessaire.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: BARSINAS Elisabeth
Président	: TAVAEARII Terootahi
Vice-présidente	: ARAPA Tatiana
Secrétaire	: TAVAEARII Philippe
Secrétaire adjointe	: TEKEHU Teraï
Trésorière	: TAVAEARII Heïa
Trésorière adjointe	: VILLANT Isabelle
Commissaire aux comptes	: TAVAEARII Médéric
Assesseur	: TAVAEARII Maxime

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 23

Premier tirage du mercredi 21 mars 2001 :

2 3 6 20 23 42

Numéro complémentaire : **36**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	105.353.108
5 bons numéros et numéro complémentaire....	14	790.627
5 bons numéros.....	361	105.786
4 bons numéros et numéro complémentaire....	952	4.728
4 bons numéros.....	19.434	2.364
3 bons numéros et numéro complémentaire....	23.741	472
3 bons numéros.....	364.147	236

Deuxième tirage du mercredi 21 mars 2001 :

3 7 13 16 23 46

Numéro complémentaire : **6**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	57.133.930
5 bons numéros et numéro complémentaire....	29	384.034
5 bons numéros.....	660	58.305
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.612	2.946
4 bons numéros.....	30.890	1.473
3 bons numéros et numéro complémentaire....	37.747	362
3 bons numéros.....	464.261	181

N° JOKER : 4 3 3 4 9 6 0

LOTO NATIONAL N° 24

Premier tirage du samedi 24 mars 2001 :

9 33 35 44 48 49

Numéro complémentaire : **49**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	Pas de gagnants - Sommes redistribuées	
5 bons numéros et numéro complémentaire....	5	22.701.340
5 bons numéros.....	278	149.629
4 bons numéros et numéro complémentaire....	814	6.148
4 bons numéros.....	16.551	3.074
3 bons numéros et numéro complémentaire....	27.101	582
3 bons numéros.....	335.861	291

Deuxième tirage du samedi 24 mars 2001 :

7 10 12 32 34 48

Numéro complémentaire : **22**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	2	125.733.686
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	2.971.220
5 bons numéros.....	415	101.693
4 bons numéros et numéro complémentaire....	976	4.620
4 bons numéros.....	22.226	2.310
3 bons numéros et numéro complémentaire....	29.456	472
3 bons numéros.....	408.816	236

N° JOKER : 0 9 5 1 1 7 2

KENO

Numéro Jackpot 8 67 80 48				Numéro Jackpot 5 07 66 34				Numéro Jackpot 1 16 80 64			
Lundi 19/03/2001				Mardi 20/03/2001				Mercredi 21/03/2001			
3	4	10	11	10	13	19	23	1	7	10	21
18	22	24	31	25	31	34	42	29	30	36	40
32	36	41	42	43	46	48	50	43	47	50	51
44	47	48	53	52	53	58	63	54	57	60	64
58	64	68	69	65	67	69	70	65	68	69	70

Numéro Jackpot 0 75 23 27				Numéro Jackpot 7 09 41 70				Numéro Jackpot 4 83 98 61				Numéro Jackpot 4 19 23 92			
Jeudi 22/03/2001				Vendredi 23/03/2001				Samedi 24/03/2001				Dimanche 25/03/2001			
3	4	11	23	4	6	7	10	1	3	11	13	2	9	10	12
24	25	26	28	20	23	30	33	16	17	21	23	13	15	18	28
30	31	32	38	35	37	38	43	28	39	40	41	29	37	39	41
40	44	50	58	46	49	50	51	42	46	51	57	42	44	46	52
59	60	61	65	61	63	69	70	61	62	64	68	61	64	65	66